SOCIALISME OU BARBARIE NPA

FRANCE

CONVERGENCE DES LUTTES

QUAND LES ETUDIANTS S'ADRESSENT AUX TRAVAILLEURS

REVUE N°1 - AVRIL/MAI 2016 - PRIX : 2€ - WWW.SOCIALISME-OU-BARBARIE.ORG

EDITORIAL

CONTRE LA LOI EL KHOMRI DEBUT D'UNE LUTTE PROLONGÉE ET SON MONDE



ÉTAT ESPAGNOL

APPEL À DE NOUVELLES ELECTIONS: L'IMPASSE POLITIQUE S'APPROFONDIT



BRÉSIL

L'IMPEACHMENT DE DILMA AU SERVICE DE L'OFFENSIVE RÉACTIONNAIRE



EN PLUS

L'EUROPE FORTERESSE SE PRÉPARE À EXPULSER DES MIGRANTS

VENEZUELA : LE PROCESSUS VERS UN RÉFÉRENDUM RÉVOCATOIRE COMMENCE

ARGENTINE : GRÈVE GÉNÉRALE CONTRE L'AJUSTEMENT DE MACRI

Début d'une lutte prolongée

Deux mois se sont déjà écoules depuis le 9 Mars, où à l'appel d'initiatives « spontanées » comme le #OnVautMieuxQueça et des organisations politiques et syndicales de jeunesse, des centaines de milliers de personnes sont descendus dans la rue pour démarrer la bagarre contre la réforme El Khomri. Cette mobilisation massive et hors du contrôle des organisations traditionnelles (qui avaient appelé à se mobiliser pour la première fois le…31 Mars !) a fait basculer de manière significative la situation sociale et politique, mettant sur le devant de la scène les revendications des salariés, des précaires, des jeunes, et donnant le coup d'envoi d'un large calendrier de mobilisations qui dure jusqu'aujourd'hui.

Mobilisations massives, journées de grèves, occupations de places partout dans le pays, de théâtres, d'universités ont marqué deux mois d'explosion social qui, avec toutes les limites sur lesquelles nous reviendrons, constitue sans doute un virage dans la situation qui était marquée jusqu'alors par des reculs de notre camp social, par les discours racistes et xénophobes, par la surenchère droitière et sécuritaire (Etat d'Urgence, déchéance de nationalité, interventions impérialistes au Moyen Orient), par la chape de plomb des attentats réactionnaires de Daesh.

Le mouvement contre la Loi Travail est une bouffée d'air frais pour tous ceux qui se battent pour leur avenir, pour une société débarrassée d'exploitation et d'oppression. Il a permis d'agréger toute une série de colères qui s'accumulaient depuis des années et ne trouvaient pas d'expression ; il a permis de faire reculer toute une série d'idées réactionnaires dans la société. Il a été une école de lutte pour des secteurs larges de la jeunesse et du monde du travail. Surtout, il n'est pas fini et il annonce un printemps très chaud. Ce n'est que le début d'une lutte prolongée.

La vapeur est toujours là

Le premier élément à noter pour rendre compte de la situation actuelle est que, après deux mois de lutte, la détermination à se battre et à obtenir le retrait pur et simple de la réforme El Khomri reste très forte.

Bien sûr, il ne faut pas occulter les faiblesses du mouvement : il faut noter que dans les universités, qui ont été le moteur du mouvement au début, l'arrivée des semaines de révision, des vacances et des examens ont impacté la mobilisation. Nous voyons des cortèges des universités plus petits qu'au début (mais qui regroupent toujours des milliers de jeunes), des comités de mobilisation qui se réduisent (mais qui restent actifs), des Coordinations Nationales Etudiantes qui regroupent moins d'Universités (mais qui se tiennent toujours).

Il faut donc souligner que la mobilisation dans les universités a laissé comme acquis des équipes militantes qui se réunissent et qui font toujours des activités, des formes d'auto-organisation qui existent encore, une capacité à organiser des cortèges inter-facs dans les manifs, à pousser vers des journées de mobilisation, à s'adresser à d'autres secteurs. En outre, toute une partie de l'activisme des facs s'est tournés vers des phénomènes comme Nuit Debout afin de palier à l'arrivée des vacances, ou car cela leur était plus « attractif » que les formes d'organisation qui existent dans les universités. D'ailleurs, si le mouvement dure encore, il ne faut pas exclure la possibilité (et il faut se battre pour qu'elle devienne une réalité !) qu'une fois l'effet démobilisateur des vacances et des partiels passé, des milliers de jeunes reviennent dans les Assemblées Générales, dans les Coordinations, dans les actions et dans la rue.

La vapeur existe toujours et monte même du côté des salariés. Ces derniers temps, nous avons vu les intermittents entrer en lutte, avec des Assemblées Générales massives, des mobilisations et des occupations cordonnées de théâtres partout en France. Ils ont même réussi à arracher une victoire aux patrons du secteur qui ont dû signer un accord reprenant une série de revendications des salariés. Mais « gare aux illusions ! » comme le disent les intermittents eux-mêmes qui expliquent que ce n'est que le début, que le MEDEF refusera sûrement l'accord, qu'il faut continuer le bras de fer…

De leur côté, les cheminots ont fait grève de manière très importante le



26, contre la casse de leurs conditions de travail et il s'agit d'une bagarre qui ne fait que commencer. Malgré la division opérée par les directions syndicales entre le mouvement cheminot et celui contre la réforme El Khomri, la conscience qu'il s'agit d'un même attaque de fond et d'ennemis communs, l'envie de construire le tous ensemble est forte chez les cheminots. Il s'agit comme nous l'avons dit du début de la lutte à la SNCF : les négociations avec les patrons du secteur devraient s'étendre tout au long de Mai et jusqu'en Juin, et l'appel à une grève reconductible des cheminots aux alentours du 18 Mai devrait sortir bientôt. Un calendrier pas mauvais pour converger avec la lutte contre la



réforme El Khomri qui garde son souffle…

De manière générale, les différentes journées de grève et de mobilisation ont été un succès (avec des fluctuations et des inégalités selon les journées, les régions, etc) : plusieurs centaines de milliers de personnes se sont mis en grève et se sont mobilisés le 31 Mars, le 9 Avril, le 28 Avril, le 1er Mai. Il suffit pour le comprendre de voir la propagande abjecte de nos ennemis : depuis le 9 Mars, les médias et le gouvernement s'empressent à chaque journée de mobilisation de décréter la fin du mouvement, juste pour être obligés de le décréter à nouveau dans la prochaine journée de mobilisation, tout aussi suivie que celle qui avait soi-disant marquée « l'essoufflement » du mouvement…

Les « Nuits Debouts », de leur part, expriment aussi la force du mouvement. Malgré les débats parfois lunaires qu'on peut y trouver, elles sont devenues des espaces de rassemblement et de convergence du mouvement. Des jeunes, des précaires, des salariés et des syndicalistes, militants associatifs ou politiques s'y retrouvent pour se poser la question de comment gagner cette lutte contre la réforme El Khomri, de comment changer cette société immonde. Elles deviennent (c'est toujours une bagarre politique à y mener !) des quartiers généraux de la lutte, avec des AG interpro, des « Hopitaux Debout », des stands des facs mobilisées. C'est un point d'appui non négligeable pour construire la convergence de lutte et la grève jusqu'au retrait.

En bref, le mouvement contre la réforme El Khomri garde toujours, après deux mois, une force considérable. Loin de ressentir « la fin du mouvement », ce que des milliers de salariés, de précaires, d'étudiants, de jeunes, se demandent c'est : à quand la grève générale reconductible ? A quand une politique pour franchir un cap dans l'affrontement ? Toute la question reste donc comment organiser toutes ces forces militantes, toute cette vapeur vers un vrai bras de fer, vers la grève reconductible et le blocage du pays.

Obtenir le retrait de la loi pour continuer la bagarre contre son monde

Dans cette situation, il est possible de gagner. Même si elle dure depuis deux mois, la lutte ne vient que de commencer. Il est possible d'organiser les équipes militantes, de continuer à renforcer les liens entre étudiants et salariés, de construire l'auto-organisation des mouvements à travers des Assemblées Générales et des Comités de Mobilisation, de partir en reconductible.

La disposition à la lutte est présente, l'envie d'en découdre reste forte, les personnes mobilisées se battent pour franchir un cap dans la mobilisation. Nous attendons, nous « espérons » plutôt, nous construisons la possibilité de l'entrée en scène d'un secteur qui sera l'avant-garde de la grève reconductible (les cheminots ? les dockers ? les raffineries ?) et qui entrainera tous les autres. A chaque journée de mobilisation, des milliers de gens se posent la question : c'est quand la suivante ?

C'est justement à nous de décider, de ne rien attendre des directions syndicales, de construire notre propre calendrier, notre propre rythme, nos moyens d'action afin d'arriver à la reconductible et au blocage du pays. Sur la base des importants taux de grève des dernières journées, il faut passer de la grève passive à la grève active, à la construction consciente et militante de l'élargissement du mouvement. Personne ne le fera à notre place.

La vapeur est là : il nous reste à construire les cylindres, le piston, l'ensemble de la machine, sans quoi la vapeur risque de se volatiliser. Construisons donc nos propres organisations de lutte, nos propres formes de coordination, nos comités de grève, de lutte, d'action.

Construisons aussi une organisation révolutionnaire, capable de mener partout une politique pour la victoire de la lutte, pour l'approfondissement de l'affrontement, pour la grève générale. Mais aussi capable d'aller au-delà de la question de la réforme El Khomri, de poser une perspective et une stratégie pour se débarrasser de cette société d'exploitation et d'oppression, pour faire de la lutte contre cette réforme le point de départ d'une lutte contre la précarité, contre les guerres, contre l'Europe forteresse, contre le sexisme, contre le racisme et la xénophobie, contre toutes les pourritures du monde actuel. Vainqueurs contre la réforme El Khomri, nous réglerons nos comptes avec tout son monde. Voilà la tâche à laquelle les militants de Socialisme ou Barbarie, dans le Nouveau Parti Anticapitaliste, se consacrent.

La CGT appelle “sans ambigüité” à la reconductible?

Elles foutent quoi les directions syndicales ?

Par Alejandro Vinet, le 05/05/2016

L'une des questions centrales qui traverse le mouvement actuel est la question de la grève, et notamment de la grève reconductible. Le mouvement étudiant et de la jeunesse, moteur initial de la mobilisation, s'est posé la question, de manière très rapide et sérieuse, de s'adresser à d'autres secteurs, notamment aux salariés. Les actions envers les cheminots, les hospitaliers, les postiers, ont marqué le mouvement dès le début et ont été au cœur du calendrier et des priorités décidés par les Comités de Mobilisation et les Coordinations Etudiantes. La conscience que nous sommes des futurs salariés et que nous avons une cause commune avec eux est largement diffusée parmi les étudiants. C'est un point d'appui fondamental pour la suite.

Pour des secteurs croissants de salariés, la question de la grève générale et de sa reconduction se pose de manière très concrète. On voit très bien que le gouvernement et le patronat sont en train de mener une vraie bataille autour de la réforme El Khomri : c'est le rapport de force global entre les classes qui est en jeu derrière cette loi. Pour y faire face, des journées isolées de grève ne suffiront pas : il faut monter d'un cran dans le mouvement de contestation.

Les intermittents du spectacle se sont mis en grève reconductible à partir du 28 Avril ; des Assemblées Générales de gares avaient aussi posé la question de la reconductible pour combattre les attaques spécifiques envers les cheminots et rejoindre le mouvement contre la réforme El Khomri ; des postiers des Hauts-de-Seine seront également en grève reconductible à partir du 10 Mai.

Mais si des secteurs de plus en plus larges de jeunes et de salariés s'attellent à la construction de la grève reconductible, si la violence de l'attaque en cours mérite largement cette réponse, si l'expérience de la lutte contre la réforme des retraites de 2010 nous montre que la question de la reconductible, son extension et sa durée dans le temps ne sont pas des minces affaires, nous notons un grand absent dans ce boulot central pour la mobilisation : les directions syndicales, notamment celle de la CGT.

Après le 51ème Congrès de la CGT : un appel sans ambiguïté à la reconductible ?

Concentrons-nous sur la CGT, étant donné qu'il s'agit de l'organisation la plus importante et qu'elle vient de réaliser son 51ème Congrès. Celui-ci a donné lieu à la (re)élection de Phillipe Martinez a la tête de l'organisation, qui était venu remplacer Thierry Lepaon, parti en catastrophe après les révélations sur ses dépenses astronomiques dans son appartement de fonction et d'autres magouilles de la sorte (il faut quand souligner même qu'il était bien présent dans le Congrès…).

Pendant le Congrès, Martinez et sa direction ont dû surfer sur une vague de contestation interne et de pression externe : les Goodyear avaient proposé une motion très combative sur la question de la grève, la Coordination Nationale Etudiante avait exigé à la CGT un appel claire à la reconductible, de nombreux délégués sont revenus sur la question. Sur la pression de la base, donc, la motion voté par le Congrès fait mention de la question de la reconductible et Martinez a rapidement déclaré que « la question de la reconduction de la grève, nous la poserons, les salariés la poseront et ce sera plus évident à condition d'être nombreux, très nombreux pour les arrêts de travail ». Présent à Nuit Debout, Martinez a encore expliqué qu'il était pour la reconductible, qu'il fallait « discuter avec les salariés », « leur donner confiance », qu'il était « facile de crier 'Grève générale' à République mais plus compliqué de la construire dans les entreprises ».

Avec toutes ces déclarations, on pourrait croire que la direction de la CGT est à fond pour la reconductible, qu'elle la construit jour et nuit… mais « c'est plus compliqué » que ça. En effet, les salariés ont été très nombreux pour les arrêts de travail : le 9 Mars à la SNCF et à la RATP, le 31 Mars partout, puis encore le 28 Avril… Et cependant, un appel ferme à la reconductible tarde à apparaître de la part de la direction de la CGT… Celle-ci explique que « les salariés poseront la question », mais où ? Dans des Assemblées Générales peut-être ? Mais l'on sait bien que les AGs n'apparaissent pas par génération spontanée et que c'est tout un boulot de les construire, boulot qui n'est pas au top des priorités de la CGT…

Le mouvement dans la SNCF exprime bien la vraie politique des directions syndicales. Subissant une attaque qui n'est que la déclinaison locale de la réforme El Khomri, bien de cheminots se rendent compte de la nécessité de partir maintenant et tous ensemble. De leur côté, les directions syndicales, notamment la CGT qui est majoritaire, font tout pour isoler la bagarre des cheminots de la lutte générale, pour construire un calendrier qui ne va pas du tout avec le calendrier de la mobilisation contre la réforme. Ainsi, après la réussite de la grève du 9 Mars chez les cheminots, les directions syndicales n'ont appelé à rien avant la journée nationale du 31 ; ensuite, alors qu'il était possible de se greffer et de contribuer au mouvement contre la réforme El Khomri, les directions cheminotes ont appelé à une journée de grève le 26 Avril, sans construire aucune continuité avec la journée nationale du 28 Avril… Résultat ? Tandis que la grève du 26 a été très suivie, le 28 Avril certains médias se réjouissaient du fait qu'il n'y avait « que » 7% de grévistes à la SNCF et que 90% des trains roulaient normalement, afin de discréditer le mouvement de grève national du 28 et de prouver sa « faiblesse »…

Même politique par rapport à la construction d'Assemblées Générales : alors que des cheminots voulant mener une vraie lutte sur leurs conditions de travail et rejoindre la mobilisation contre la réforme El Khomri (y compris nombre de syndiqués CGT et Sud Rail…) essaient de mettre en place des

AGs de gare afin de poser la question de la reconduction de la grève, la direction de la CGT au mieux ne les prépare pas et au pire les boycotte. Ils ont peur de perdre le contrôle du mouvement au profit des instances de base et d'auto-organisation. Drôle manière de « donner confiance aux salariés », de « poser la question de la reconductible » et d' « élargir le mouvement »…

Construire l'auto-organisation

Si la direction de la CGT mène cette politique dans un secteur clé qui pourrait en plus être le fer de lance de la grève reconductible comme les cheminots, nous n'imaginons même pas ce qu'ils font dans d'autres secteurs… En tout cas, ils ne bossent pas jour et nuit pour la construction de la reconductible.

Pour construire la grève générale reconductible, jusqu'au retrait pur et simple, pour gagner contre le décret socle à la SNCF, contre le Plan Hirsch dans les hôpitaux, contre la précarisation généralisée partout, il faut que nous prenions nos affaires en main. Nous avons besoin de construire nos propres outils de lutte, les Assemblées Générales, les comités de grève, de mobilisation, d'action ou le nom qu'on voudra leur donner. Il faut que nous prenions le contrôle de notre mouvement, que nous construisions collectivement chaque pas que nous faisons.

Ce n'est pas aux directions syndicales de choisir pour nous : c'est aux travailleurs et aux travailleuses de s'approprier leurs luttes. L'exemple des universités, où ce sont des comités de mobilisation et des coordinations régionales et nationales qui décident de l'avenir du mouvement, ce qui a permis de rester mobilisés après la trahison de l'UNEF, peut être une source d'inspiration pour les travailleurs. C'est l'une des richesses de la convergence entre étudiants et salariés que nous nous efforçons autant de construire.

Dans tous les cas, une chose est sûre : quel que soit l'issue de la bagarre contre la réforme El Khomri, si nous en sortons avec l'apprentissage de l'organisation collective et par en bas, nous serons bien mieux armés pour les bagarres à venir. Et puis si nous « apprenons » assez vite, si nous nous dotons de nos propres outils d'organisation, il n'y a aucun gouvernement, aucun appareil répressif, aucun bâton dans les roues mis par les directions syndicales qui pourra freiner la force de dizaines ou centaines de milliers de salariés et jeunes organisés, ensemble, avec un objectif clair : en finir avec la réforme El Khomri et son monde.

"MÊME GAZÉS, MÊME TAPÉS, ON NE LACHÊRA JAMAIS"

Pour préciser encore la situation actuelle du mouvement, il faut noter que le gouvernement semble avoir emprunté la voie d'une issue répressive pour mettre fin à la lutte. En effet, le gouvernement avait essayé de faire quelques « concessions » pour détruire le mouvement. D'où des annonces comme l'extension des bourses et des aides pour les jeunes, salué chaleureusement par les traîtres de la direction l'UNEF ; le dégel du point d'indice des fonctionnaires amenant à une hausse impressionnant des salaires autour de… 20 euros par mois. Il s'agissait de laisser quelques miettes pour garder le cœur de l'attaque.

Mais la persistance et la force du mouvement dans les rues ont vite balayé ces annonces. Une fois la politique de la carotte échouée (ce qui n'exclut pas qu'elle revienne sous d'autres formes…), c'est au bâton (qui a été présent dès le début) de prendre le devant de la scène. La mobilisation étudiante du 24 Avril, pourtant autorisé, a été gazée et dispersée à République, bien avant le lieu d'arrivée prévu ; la journée du 28 Avril a été marquée par une répression brutale, avec des blessés, des arrestations et un manifestant qu'a perdu un œil à cause d'un tir de flashball à Rennes ; lors du 1er Mai à Paris, les CRS ont scindé la mobilisation en deux, séparant et encerclant tous ceux qui étaient devant le carré de tête syndical et gazant pendant une bonne quarantaine de minutes. Au moment d'écrire ces lignes, 47 lycéens et lycéennes du 92 sont convoqués à la Sûreté Territoriale et gardés à vue à Nanterre pour leur participation aux blocages avant les vacances…

C'est qui est significatif est non seulement l'acharnement répressif du gouvernement (car cela exprime son incapacité à en finir avec le mouvement par des voies « normales », « pacifiques », institutionnelles »), mais la réponse des personnes mobilisées. Ce qui résonne dans les cortèges est le « Même gazés, même tapés, on ne lâchera jamais », le « Police partout, justice nulle part », la volonté de refaire notre unité face aux attaques du gouvernement, face à leurs fausses divisions entre « bons » et « méchants » manifestants. A Paris, la manif du 1er Mai scindée par les flics s'est regroupée grâce à la pression des manifestants et a réussi à continuer jusqu'à Nation, contre la volonté du gouvernement et de la police.



Partout, la réponse à la répression s'organise à travers les « legal teams » collectifs, les pétitions, les rassemblements devant les commissariats.

Si le mouvement continue, qu'il se radicalise, que les « voies normales » de gestion de la colère sociale (le « dialogue social » parti en l'air dès que la vraie bagarre a commencée) continuent d'être inefficaces, la politique répressive continuera et s'approfondira. Les revendications démocratiques (levée de l'Etat d'urgence, dissolution de la BAC, interdiction du flashball, entre autres), la défense collective des inculpés, l'auto-organisation des cortèges et de l'autodéfense commencent à prendre une place importante. Ce n'est pas les matraques, les gaz ou les flashball qui vont réussir à faire taire toutes nos colères.

Contre le surtravail, la précarité, la double journée, le sexisme...

Les femmes s'organisent contre la Loi Travail et son monde !

Par Flora Kessler, le 20/04/2016

Les travailleuses et travailleurs des hôpitaux de l'APHP (Assistance Publique-Hôpitaux de Paris) ont, elles aussi, installé un stand sur la place de la République. C'est « l'Hôpital Debout », construit sur la base des liens tissés dans la lutte contre le Plan Hirsch . L'Hôpital Debout se tient tous les après-midi sur la Place de la République depuis plusieurs jours : c'est devenu la Commission Santé de la Nuit Debout.

Au microphone, ils et elles interviennent, les salariés de Henri-Mondor, de Saint-Louis, de Pompidou, la Pitié, Tenon, Avicenne, Debré, mais aussi des centres de santé et de l'établissement public de santé de Ville-Évrard... Ils racontent comment le gouvernement socialiste les a attaqués, à travers le plan du directeur Martin Hirsch, qui cherche par tous les moyens de réduire les coûts de personnel, de faire encore des économies sur le dos des travailleurs. Il suit la politique d'austérité imposée par l'Union Européenne, et par le gouvernement du Parti « Socialiste », pro-patronal et néolibéral, maintenant détesté par la population. Les travailleurs luttent depuis un an contre le Plan Hirsch, le gouvernement a dû reculer dans sa mise en place, mais maintenant Hirsch cherche à appliquer ces mesures secteur par secteur et aux nouveaux embauchés. Ce plan implique une perte de 6 jours de repos par an, dans un milieu professionnel où il y a déjà une telle intensité du travail que les travailleurs subissent épuisement, stress, maladies et même suicides, comme conséquence des années de réduction de personnel et d'embauches des travailleurs qui ne se font que sous des statuts précaires. Les travailleurs des hôpitaux psychiatriques sont nombreux, ils dénoncent la situation catastrophique dans les centres de soins.

Le projet Hirsch pour l'hôpital public est une anticipation de ce qui arrivera à tous les travailleurs avec la loi El Khomri. Flexibilité, perte de jours de repos, journées de 12 heures!, précarité, surexploitation. Les femmes soignantes en subiront encore plus les conséquences parce que dans la plupart des cas elles doivent assurer les nécessités matérielles et les tâches liées à leurs foyers : elles font la double journée de travail. Justement, un des jours de repos supprimé dans les hôpitaux est le jour de fête de la mère. Ce gouvernement, malgré sa propagande « féministe » n'a pas de pitié pour les femmes quand il s'agit de faire des économies sur le dos des travailleurs pour mieux servir les patrons.

L'objectif du gouvernement est d'imposer dans les hôpitaux les critères de rentabilité capitaliste. Pour ceux qui veulent être mieux soignés, il faut qu'ils paient de bonnes mutuelles, surtout pour avoir le « luxe » de passer par les cliniques privées. Ainsi, déjà, de nombreux malades sortent de l'hôpital avant la période recommandée d'hospitalisation, car ils n'ont pas d'argent pour payer le « ticket modérateur » journalier que la sécurité sociale générale ne couvre pas. Ces patients rechutent, ils doivent retourner à l'hôpital, ce qui génère une nouvelle tarification « à l'acte ». Qui va s'occuper des malades à domicile? Sûrement leurs femmes, filles, mères... les unes devront se débrouiller pour s'absenter du travail, d'autres resteront encore plus enfermées à la maison, toutes auront plus de tâches et des angoisses.

Un usager raconte comment les patients souffrent de la dégradation des soins, produit du surmenage des soignants. Une personne hospitalisée a vu diminuer de 30 % le nombre d'infirmières pendant une période très courte, trois mois. Un travailleur technique explique que l'introduction de la sous-traitance pour l'entretien des installations coute très cher, tout en étant assez inefficace. Voilà encore une méthode pour réduire le nombre de postes à l'hôpital.

Dans un autre coin de la place, nous assistons aussi à des assembles féministes non mixtes, où les femmes expriment leurs témoignages sur la maltraitance des professionnels médicaux, sur les viols, les agressions...



Valérie Pécresse et la gauche contre les droits sexuels et reproductifs

Je prends la parole à Hôpital Debout pour dénoncer Pécresse, qui a coupé le financement de la région Ile-de-France destiné à la contraception gratuite pour les jeunes, au « pass jeune » et menace de supprimer toute aide aux associations qui s'occupent de contraception, d'avortement, et d'éducation à la sexualité dans les collèges et lycées. La droite a la même politique dans les autres régions : à Lille, par exemple, une antenne du Planning Familial a été fermée.

Nous, militantes féministes, sommes en colère et déterminées à nous battre pour le droit réel à décider sur notre propre corps. Rappelle-toi, Pécresse, qu'en 2013 nous avons manifesté par milliers en solidarité avec les femmes espagnoles contre l'attaque de Rajoy au sujet du droit à l'avortement. Nous, les associations féministes comme le Planning Familial, nous allons nous mobiliser contre la droite dans les régions et partout contre le gouvernement impopulaire d'Hollande, dans l'unité avec les travailleurs, étudiants, chômeurs et autres secteurs en lutte. Pécresse n'est pas la seule à bafouer les droits des femmes. Hidalgo, à la mairie de Paris, traite femmes et hommes en contrat précaire comme des esclaves temporaires. Elle élimine les aides de logement aux femmes seules. Le gouvernement laissé sans protection des centaines des femmes qui veulent avorter chaque année, quand elles dépassent 12 semaines de grossesse. Elles doivent trouver l'argent pour payer une clinique en Hollande, Espagne ou Etats Unis selon le stade de la grossesse. C'est injuste, de tas des erreurs médicaux, problèmes de couple ou simple ignorance de la loi, provoquent que une femme dépasse les 12 semaines. Féministe tu parles !

Justement le Planning Familial vient de voter lors de son Congrès des motions importantes: contre la politique migratoire du gouvernement, contre l'état d'urgence et le tout sécuritaire, en défense du droit à l'avortement et de tous les droits sexuels et reproductifs, parmi d'autres questions . Ceci exprime que la situation actuelle de remontée de mobilisations sociales, l'accumulation d'expériences de lutte, l'apparition de nouvelles générations militantes peut « changer » des organisations qui étaient « ligotées » dans des formes de bénévolat ou de liens avec l'Etat, pour les faire renouer avec les meilleures traditions militantes du passé et se nourrir du plus dynamique qui existe dans le présent.

Il faut maintenant se mettre en mouvement pour que ces résolutions ne restent pas lettre morte : rejoindre les manifs, les actions, les Assemblées Générales, les Nuit Debout et Hôpitaux Debout, construire la grève reconductible dans la santé.

Dans l'espace de la place de République, pendant la Nuit Debout, avec des affiches de « Convergence des luttes » qui commencent à remplir la place, les travailleurs des différents boites, hôpitaux, usines discutent ensemble, s'échangent leurs numéros de portables. Toutes et tous voient la politique pro gouvernementale des confédérations syndicales. Nous sommes en train de court-circuiter petit à petit les appareils syndicaux qui divisent les travailleurs et peut être de créer les bases d'une vraie bagarre jusqu'au bout contre cette loi, d'une grève illimité jusqu'au retrait pur et simple.

Quand les étudiants s'adressent aux travailleurs [1]

Par Alejandro Vinet, le 17/03/2016

Ma première implication dans le mouvement a été la participation dans le comité de mobilisation de l'Université de Nanterre, vendredi 11. (...) Le comité, ouvert à tous les étudiants, composé de étudiants organisés politiquement et syndicalement et de non organisés, est le cadre qui réunit tout l'activisme, qui décide de l'activité concrète du jour le jour, qui organise les Assemblées Générales, cadre où l'on vote les orientations et les actions que le comité se charge d'appliquer.



Dans le comité, nous (quelques 70 étudiants) discutons l'écriture d'un tract pour étendre la mobilisation, la réalisation d'interventions dans les cours, la création d'une page Facebook de la mobilisation, entre autres choses. Il s'agit d'une nouvelle génération qui forge ses premières armes dans la lutte et dans l'organisation. Un important point de discussion a été la création « d'une Commission de Convergence avec les Travailleurs », qui discute et organise des activités pour diriger l'énergie qui née est parmi les étudiants vers les secteurs ouvriers de la région, pour leur expliquer notre lutte et les inviter à lutter ensemble. Nous sommes convaincus que la seule manière de faire reculer le gouvernement est de bloquer l'économie et le pays, en mettant en mouvement les secteurs clé de la classe travailleuse…

Lundi, alors, mon réveil sonne à 5am, nous nous donnons rendez-vous avec des étudiants de l'université dans une station de métro, pour aller discuter avec de postiers; nous avons des liens avec des travailleurs et des dirigeants syndicaux du secteur qui organisent l'activité avec nous. Les travailleurs nous reçoivent chaleureusement, les mains se serrent, nous parlons du froid glacial de la matinée. Après quelques minutes pour rassembler tout le monde, les postiers cessent le travail et s'approchent pour nous écouter. Nous expliquons que nous sommes mobilisés à l'université, que nous exigeons le retrait pur et simple de la Loi El Khomri, que nous nous battons pour notre futur et pour notre présent, car la majorité d'étudiants enchaînent des bulots précaires pour financer leurs études. Nous expliquons que nous ne pourrons pas gagner tous seuls, que si nous venons à 6h du matin les visiter c'est pour les inviter à s'organiser, à se mobiliser, à faire la grève et venir aux manifestations, à construire la convergence avec nous. Nous disons finalement quelque chose qui paraît évident, mais qui seulement maintenant, dans ce type de « rencontres peu probables » dévient concret : que nous sommes tous dans la même situation, que nous avons les mêmes intérêts et les mêmes ennemis, que nous avons une opportunité de faire payer au gouvernement et aux patrons toutes les merdes que ils nous ont infligé les dernières années. Nous sentons que les travailleurs nous écoutent, qu'ils sont d'accord avec ce que nous disons, qu'ils sont heureux que nous soyons là…

Après notre intervention, les dirigeants syndicaux des postiers parlent. Pendant que le camarade intervient, une petite « visite » agite la situation : six policiers, un d'eux armé d'un Flashball, arrivent. La police se présente en expliquant qu'ils ont reçu un appel notifiant la présence « d'éléments extérieurs au centre » et que nous devons partir. Jusqu'là, rien surprenant : les entreprises privées sont le fief du patron, qui impose sa dictature et qui décide qui a le droit d'entrer et de sortir de la boîte. Ce qui est surprenant, c'est que les travailleurs se sont automatiquement interposés entre les flics et nous, ils ont défendu notre droit de venir leur parler, ils ont menacé de se déclarer en grève immédiatement si la police ne partait pas. Finalement, les six cowboys que sont venus nous intimider sont repartir la tête basse, chassés par des cris de « Résistance ! » des étudiants et des travailleurs. Nous avons pu ensuite terminer notre échange autour des perspectives, entre nous, salariés et étudiants, membres d'une même classe, puis les postiers nous ont accompagnées jusqu'à la sortie, pour empêcher que « un policier ne songe toucher même pas un cheveux d'un étudiant » dans le centre de courriers. Nous rentrons à l'université avec une énergie énorme, avec la certitude d'avoir vécu une expérience qu'on ne vit pas tous les jours, d'être en train de faire un pari historique. Nous décidons rapidement de nous repartir entre les différents TDs pour pouvoir partager cette expérience avec le maximum possible d'étudiants, pour intervenir dans le maximum de cours. Les yeux des étudiants brillaient quand nous leurs racontions comment les postiers , les étudiants, tous ensemble nous avions

pu expulser les flics d'un centre de travail, en défense de notre unité, de notre droit de discuter , de nous organiser et de nous battre ensemble. Les yeux des étudiants brillaient autant ou plus que nos yeux ont brillé quand nous avons entendu les travailleurs crier « Résistance ! Résistance ! », jusqu'à nous fondre dans un seul poing.

Le jour suivant, une assemblée de 500 personnes discute sur la réforme de la loi travail : « Ni amendable ni négociable, retrait total ! ». On vote le retrait total, un calendrier de mobilisations : 17 mars, 24 mars, 31 mars. On vote la grève étudiante (qui est encore loin d'être une réalité…) pour la journée du 17 mars ; on vote aussi la réalisation de « barrages filtrants » (sorte de « piquets de grève »), pour discuter avec l'ensemble des étudiants sur les objectifs et les perspectives du mouvement. À la fin de l'assemblée, un groupe de 40 étudiants se prépare pour l'action suivante en direction des travailleurs : cette fois-ci nous choisissons d'aller à Saint Lazare, une des principales gares ferroviaires de Paris, qui « nourrit » toute la zone ouest du Grand Paris. Nous arrivons à la gare mégaphone en main et en chantant pour l'unité de tous les secteurs : « Lycéens, étudiants, chômeurs et salariés/ C'est tous ensemble qu'il faut lutter/ Car c'est tous ensemble qu'on va gagner ! ». les cheminots nous reçoivent , ils ont organisé pour nous un petit « tour » par la gare pour que nous nous adressions directement aux travailleurs de base : le 9 mars, les cheminots ont fait la grève la plus suivi des dix dernières années, contre une réforme de leur « Code du Travail interne » qui va dans le même sens régressif que la Réforme El Khomri contre laquelle nous nous mobilisons.

Depuis, quelque chose change dans l'atmosphère. Nous parcourons la gare, de trois étages et de 24 quais, en chantant et en agitant avec le mégaphone, en entrant aux différents services, en parlant avec les travailleurs, en leur donnant le tract que nous avons écrit dans le comité de mobilisation, en les invitant à venir le 17, le 24, le 31, à construire une lutte générale contre les attaques que nous subissons. Si les cheminots font une vraie grève, le pays entier est bloqué… Il s'agit d'un pari difficile : la CGT, syndicat majoritaire dans le secteur, s'oppose à la réforme El Khomri au niveau national, mais elle refuse de construire la grève indéfinie à partir du 31, elle veut seulement une journée de grève isolée. Nous ne pouvons rien attendre des directions bureaucratiques, il faut construire l'auto-organisation des travailleurs. Notre comité de mobilisation qui se réunit quotidiennement et discute et organise tout, « un proto comité de grève » étudiant, leur servira peut-être d'inspiration… Quoi qu'il en soit, les cheminots nous remercient pour la visite, nous réaffirment que nous devons nous battre tous ensemble, que nous pouvons gagner face au gouvernement. Nous nous donnons rendez-vous pour jeudi 17, pour faire un cortège commun entre les étudiants de Nanterre et les cheminots de Saint Lazare…

Notre dernière activité de la semaine se déroule dans l'usine de PSA (Peugeot-Citroen) de Poissy, la plus grande usine du groupe en France : quatre mille ouvriers. A cette occassion, nous sommes une trentaine d'étudiants , nous nous donnons rencart à la fac pour aller tous ensemble à l'usine qui se trouve à quelque vingt kilomètres. Dans une des portes de l'usine (qui occupe « seulement » 200 hectares, 2 kilomètres par 2 kilomètres), un groupe de 15 ouvriers de la CGT nous attend pour effectuer l'action conjointe. Pendant une heure, nous profitons du changement d'équipe pour agiter, pour parler avec les ouvriers, pour tracter : tout le monde saisit le tract, nous distribuons plus de 2000… L'organisation de l'activité a un objectif bien clair : la CGT-Métallurgique a appelé à la grève le 9 mars, 200 ouvriers de l'usine de Poissy ont pris part à la manifestation et la CGT-Métallurgie appelle à nouveau à la grève le 17 et à la mobilisation ; il s'agit précisément de s'adresser aux ouvriers directement pour réchauffer les moteurs vers la journée de demain. L'accueil est très bon : «Ceci nous touche tous », « on se voit demain dans la manif ». Pendant ce tractage, un ouvrier qui a été récemment muté à Poissy après avoir passé 24 années à l'usine d'Aulnay, fermée il y a deux ans malgré la lutte héroïque des travailleurs, nous raconte anecdote militante après anecdote histoire militante : les luttes contre les petits contremaîtres et les chefs de secteur, la lutte contre la bureaucratie dans les syndicats, les expressions de solidarité ouvrière. Je regarde l'accumulation historique de notre classe en chaire et en os, je me rend compte de la chance que j'ai de vivre un processus de mobilisation qui me met en contact avec cette richesse militante énorme. Le camarade a deux pines dans son blouson : « Tous ensemble contre la fermeture de PSA-Aulnay » et « Nous nous battrons comme des lions– PSA-Aulnay » ; je lui dit que j'ai les mêmes chez moi, que je les ai acheté il y a deux ans lors des manifs des salariés d'Aulnay, après avoir dormi 4 ou 5 heures par jour depuis lundi dernier cela ne m'a passé par la tête de les apporter, quel con. « Depuis la bagarre d'Aulnay je les porte toujours » ; c'est clair, comment pourrait-il laisser de côté 24 années d'organisation, de lutte, de résistance, concentrés dans ces deux pines accrochées à un blouson… « Merci d'être venus, vous revenez quand vous voulez, nous nous retrouvons demain et à la prochaine », nous disent les compagnons de la CGT tandis que nous prenons à nouveau le train pour rentrer à la fac.

Dans la fac, comme partout, les choses changent. Les étudiants distribuent des tracts, peignent des drapeaux, affiches, débattent. Pour le moment nous sommes quelques des dizaines, demain nous serons encore plus nombreux, ce qui il est clair est qu'on forge une nouvelle génération activiste, militante, combative, qui n'est pas « méfiante » quand il s'agit d'aller voir les travailleurs parce que nous vivons chaque jour l'exploitation, l'instabilité et le manque de perspective auxquels nous soumet ce système. Mes yeux se ferment, j'arrête, demain j'ai une longue journée . Malgré la fatigue, nous serons demain là très tôt, mégaphone en main, tract en main, pour essayer de dialoguer avec des milliers d'étudiants de la nécessité d'organiser, de se mobiliser, de discuter, de se former, de converger avec les travailleurs, de construire la grève générale pour stopper le gouvernement et les patrons, pour avoir notre revanche. Nous avons un important défi : il faut essayer de débrayer les cours, mettre en place un grand cortège de la fac, converger avec les cheminots, nous serons des milliers dans les rues pour donner suite au 9 et préparer les prochaines mobilisations qui s'approchent déjà. Mes yeux se ferment mais c'est pas grave, j'ai encore plein d'énergie et la joie de savoir que je vis un moment où les choses commencent à changer, que je dois profiter à fond pour vivre ce que l'on vit rarement : la possibilité d'essayer de prendre, par une fois, notre destin dans nos mains.

Notes

1 - Nous présentons ici une version réduite de l'article publié originalement pour l'hebdomadaire Socialisme ou Barbarie du Nouveau MAS. La version integrale peut être trouvée sur : http://socialisme-ou-barbarie.org/?p=3959

« Gouvernement du changement » ou rupture avec le régime ?

Par Carla Tog, à Barcelone, le 30/01/2016

Les résultats des élections du dernière 20D ont laissé un scénario politique sans précédent dans la démocratie depuis la transition de 1978. Pour la première fois en près de quarante ans, la possibilité de former un gouvernement n'est pas garantie par les pactes et les alliances entre les partis traditionnels du bipartisme espagnol qui s'alternent au pouvoir. Pour la première fois en quarante ans, le roi doit convoquer une deuxième série d'auditions pour trouver un candidat pour être investi et former un gouvernement. Si les longues négociations n'aboutissent pas, on devra appeler de nouvelles élections.

La question est que face à la crise, la lutte et l'organisation en réaction aux politiques austericides menées par le PP et le PSOE ont remis en cause les piliers fondamentaux sur lesquels se fonde l'Espagne d'aujourd'hui et ont exposé les limites et la pourriture du régime du 78, un régime qui pue de partout, où la question catalane et la destruction de l'État providence sont les deux aspects qui montrent avec plus de clarté cette situation et où le régime est plus faible. Pour la première fois en 40 ans l'Espagne d'aujourd'hui discute quelle voie politique suivre.

Nous assistons à une situation où les luttes et les contradictions de classes qui existent par en bas s'expriment, de manière déformée, par en-haut. De cette situation ont rendu compte les résultats des élections où une grande majorité a exprimé son refus à Rajoy, au PP et à ses politiques austericides et cela se reflète également dans la crise des partis traditionnels, qui ont perdu des millions de voix et qui sont confrontés à de réelles et sérieuses des difficultés politiques de former un gouvernement, soit ensembles soit séparément.

Le PP et Ciudadanos n'ont pas obtenu une majorité suffisante pour gouverner comme il était prévu par les capitalistes et la droite, obligeant à chercher une réédition de la grande coalition PP-PSOE. Mais la « surprise » l'a donné Pablo Iglesias vendredi dernier, deux heures après avoir rencontré le roi dans le cadre des consultations pour demander à un candidat d'essayer former un gouvernement, lorsqu'il a proposé la formation d'un « gouvernement du changement » avec le PSOE et IU.



La proposition d'un Iglesias à l'offensive et légitimé par les voixx obtenues a eu ses conséquences. D'une part, il a provoqué la démission de Rajoy à l'investiture dans le premier tour, dans une claire acceptation de la défaite même s'il ne souhaite pas l'accepter. En revanche, il a mis la pression sur un PSOE en crise et même sur un Pedro Sánchez qui subit des pressions tant par la gauche que par la droite, de l'intérieur et de l'extérieur.

Iglesias cherche à former un « gouvernement du changement »

Tout juste de sortir de la rencontre avec le roi, Iglesias a déclaré dans la conférence de presse que, agissant avec « responsabilité d'État », avec « loyauté institutionnelle » et respectant l'investiture du roi comme chef de l'Etat, il lui avait informé de sa volonté de « former un gouvernement du changement avec le PSOE et IU qui obtienne l'appui suffisant pour une investiture, former un gouvernement pluriel, avec une composition proportionnelle aux résultats du 20D ».

Fort avec ses 5 millions de votes, Podemos essaye de faire pression « par la gauche » sur le PSOE, lui mettant face à la perspective d'un gouvernement « progressiste » ou d'être responsable, directement ou indirectement, de la continuité du PP. Si jusqu'il y à quelques mois Pablo Iglesias jurait qu'il ne ferait pas un pacte avec le PSOE en minorité, son orientation actuelle repose sur l'idée qu'il y aurait un « PSOE des anciens appareils et des anciennes élites » et un « PSOE du changement »: la légitimité pour Podemos de gouverner avec un des piliers du bipartisme et responsable de coupes budgétaires comme le PSOE viendrait de cette « double âme » des socialistes.

En outre, l'énorme proximité dans les résultats entre le PSOE et Podemos (Iglesias a déclaré que « la possibilité qu'a Sanchez d'être premier ministre, c'est un sourire du destin qu'il aura toujours à remercier ») permet de justifier le fait de former un gouvernement « paritaire » au lieu de soutenir « de l'extérieur » ou de faciliter un gouvernement PSOE indirectement. Enfin, loin de ses premiers prétentions rupturistes, le leader de Podemos a précisé « nous sommes là pour gouverner ».

Il est claire, Pablo Iglesias a mis la

responsabilité du côté du PSOE et plus précisément de celui de Pedro Sánchez mettant plus en évidence la division à l'intérieur du PSOE par rapport à la décision à prendre, si aller à un nouveau pacte avec le PP ou aller vers « un gouvernement de gauche ». Toutefois, cette orientation de Podemos a des problèmes et des implications graves comme nous le verrons plus tard.

Le PSOE, pression par la droite et par la gauche

Le PSOE, pour sa part, n'a fermé aucune porte. Alors qu'ils se plaignent du « manque de respect » dans la manière dans laquelle Iglesias a fait la proposition, certains dirigeants du PSOE, parmi eux Pedro Sanchez lui-même, proposent un « gouvernement à la portugaise », c'est-à-dire une coalition de gauche. A partir de là Sanchez a déclaré sa volonté de construire un « gouvernement du changement et progressiste », en plus de remarquer que « les électeurs du PSOE et de Podemos ne comprendraient pas que nous ne nous mettions pas d'accord » (ce que par ailleurs soulignent certaines enquêtes).

Toutefois, autres secteurs, principalement les « barons » régionaux comme la baronne Díaz et compagnie sont beaucoup plus hostiles à un pacte avec Podemos, évoquant centralement la question du référendum sur l'autodétermination de la Catalogne comme un point non négociable. Pour ces secteurs et pour Sánchez Pedro lui-même, un pacte avec Ciudadanos seraient des bonnes nouvelles, ce qui établirait également un contrepoids contre Podemos.

Pour l'instant, alors, on ne sait pas clairement quel chemin prendra le PSOE: la vérité est que le temps est compté et les pressions et les contradictions explosent à l'intérieur et à l'extérieur, par sa droite et par sa gauche.

Les pressions de l'extérieur d'un côté sont les résultats du 20D qui ont exprimé, électoralement, un virage à gauche et qui ont sévèrement puni les partis traditionnels en mettant sur la table la possibilité d'un gouvernement de « gauche » avec Podemos. La pression par la droite est historiquement imposée, car le PSOE est l'un des deux piliers du régime du 78 et le partenaire « naturel » par excellence du PP. Et cette pression par la droite se sent à l'intérieur du PSOE incarnée par un secteur des droite comme Gonzalez, Guerra, Zapatero, Rubalcaba, Susana Díaz et de nombreux barons liés aux intérêts du capital, qui occupent des postes dans les banques et les entreprises d'Etat stratégiques et qui sont susceptibles de se mettre d'accord avec le PP plutôt qu'avec Podemos.

Mais en revanche Pedro Sánchez semble avoir pris note des résultats du 20D et il est conscient qu'après le pire résultat de son histoire et de ce virage à gauche que les élections ont exprimé, un soutien pour un gouvernement de droite peut enterrer davantage le PSOE, et le fantôme du PASOK en Grèce n'est pas trop loin, ni géographique ni temporellement.

C'est le dilemme de Sanchez, il ne veut pas négocier avec le PP ni faciliter un gouvernement de droite, mais il ne veut pas parier complètement dans un gouvernement de gauche avec Podemos.

« Gouvernement du changement » ou une rupture de fond avec le régime?

Sans aucun doute, un gouvernement PSOE + PODEMOS + IU serait soutenu par des millions de voix et par large secteur social représenté par ces voix : les élections reflètent le ras-le-bol avec les politiques austericides du PP, et la « démission » de Rajoy reflète ce rapport des forces. Sans doute il y a et il y aura de grands espoirs dans les effets concrets que pourrait avoir un « gouvernement du changement »: « loi bâillon », LOMCE, réforme du code du travail, entre autres.

Mais les récentes expériences européennes ont montré que malgré des discours radicaux et des « programmes alternatifs », la soumission à l'UE du capital, aux institutions actuelles et la renonciation à toute perspective de rupture ne peuvent conduire qu'à une impasse. Elu sur la base de sa promesse de rompre avec la troïka et l'austérité, le gouvernement de Syriza en Grèce a fini par capituler à toutes les exigences des bailleurs de fonds internationaux et mené les pires attaques contre les travailleurs des dernières années.

Un « gouvernement du changement », reduit au niveau purement institutionnel, ne peut conduire qu'à la même impasse: dans le cadre du « marais » dans laquelle se trouve la crise internationale et la volonté de l'UE de poursuivre avec sa ligne d'austérité, un gouvernement pareil mènera tôt ou tard un ajustement plus ou moins violent. La perspective qu'un gouvernement avec un parti de la caste du régime comme le PSOE pourrait apporter des changements substantiels, perspective à laquelle parie désormais Podemos, est démentie non seulement par l'expérience internationale, mais par des exemples de l'État espagnol: là où le PSOE gouverne, comme en Andalousie, il applique les mêmes politiques d'austérité et il est aussi corrompu que le gouvernement de Rajoy.

C'est pourquoi la perspective purement parlementaire, institutionnelle, ne peut pas être une solution de fond pour les problèmes des travailleurs et le peuple espagnol. De rencontre en rencontre avec le roi, de négociation parlementaire en négociation, Podemos a abandonné un élément clé: l'organisation et la mobilisation par en bas. Dans la situation actuelle, il ne s'agit pas d'avoir « loyauté institutionnelle », mais de faire sauter dans l'air les institutions pourries du régime du 78 avec la mobilisation sociale, d'abattre toutes les politiques antisociales, que ce soit le PP ou un « gouvernement du changement » qui les mette en place.

Un « gouvernement de gauche » ou « du changement » qui serve vraiment pour transformer la société devrait émerger de façon complètement différente à celle que défend Iglesias, devrait émerger de la mobilisation directe et l'organisation des travailleurs, les secteurs populaires, les femmes, les jeunes et tous les exploités et opprimés et pas des institutions de la démocratie bourgeoise et de la monarchie. Si cela arrivait, ce gouvernement aurait le soutien des socialistes révolutionnaires contre le capital, en même temps que nous nous battrions loyalement pour surmonter les limites de son caractère réformiste. Cependant, Iglesias et Podemos defendent le contraire : faire partie de la « gouvernance » actuelle, gouverner selon ses termes et sur la base du régime corrompu de la Moncloa, et dans ces conditions il ne fait qu'imiter le cours de capitulation que nous avons déjà vu avec Tsipras en Grèce.

Appel à de nouvelles élections face à l'impossibilité de former gouvernement

Socialisme ou Barbarie Etat espagnol, le 03/05/2016

Finalement, après quatre mois d'interminables conférences de presse, de négociations, de trois rounds de consultations du roi, d'un vote d'investiture qui a échoué, de tactiques et stratégies politiciennes diverses et variés, aucun des candidats des partis ayant consacré des députés le 20 Décembre n'a réussi à obtenir les soutiens nécessaires pour être élu Président. Les voix obtenus lors des élections n'ont pas suffi, les soutiens nécessaires pour une investiture n'ont pas été obtenus, les pactes et accords pour former un gouvernement ont échoué, donc il faudra appeler à des nouvelles élections, un fait inédit dans l'histoire du pays depuis la chute du franquisme il y a 40 ans.

Face à l'appel aux nouvelles élections, la presse bourgeoise et la droite ne cessent de répéter que cela ne fait que démontrer l'incapacité et l'égoïsme des partis à l'heure de dialoguer et de trouver des accords, en même qu'elle alerte -avec raison et avec peur- du fait que les nouvelles élections pourraient empirer encore plus la situation d'impasse politique qui existe.

Nous opinons le contraire. Nous avons tous vu pendant ces quatre mois le cirque électoral dans lequel chacun, au nom de « la raison d'Etat », du dialogue, de la démocratie, au nom des besoins des espagnols, n'a fait qu'essayer de sauver sa propre peau.

Nous avons vu le Parti Populaire et Rajoy retirer sa candidature, tout en restant inamovibles dans la position de défendre qu'ils avaient été le parti vainqueur des élections, et dans la proposition d'une grande coalition au PSOE et à Ciudadanos. Nous avons vu le PSOE passer un accord avec Ciudadanos et refuser l'offre de Podemos d'un gouvernement de gauche (PSOE-Podemos-IU et Confluencias), en lui opposant un « gouvernement du changement et progressiste » avec Ciudadanos et Podemos. Nous avons Podemos, une force qui se présentait comme étant du « changement », se lamenter du fait que le PSOE n'acceptasse pas sa proposition, appelant et faisant le pari jusqu'à la dernière minute de l'existence d'une aile « correcte et sensible » du PSOE. Pablo Iglesias et sa formation politique ont fait confiance au PSOE et à son aile modérée, ils ont cherché à former un gouvernement avec Pedro Sánchez (Sécrétaire Général du PSOE) sans remettre en question le PSOE en tant que tel, comme l'un des piliers du bipartisme du régime du 78, comme le parti de la réforme du travail de Zapatero, le parti du pacte antiterroriste avec le PP (parmi d'autres choses), en réitérant jusqu'à la dernière minute que le PSOE n'est pas vu comme un ennemi par Podemos et que la porte reste ouverte.

Et quand les délais sont arrivés à terme, tous se sont accusés les uns les autres d'être les réponsables de la situation, tous ont affirmé avoir fait tout le nécessaire pour arriver à un accord et tous se sont déjà lancés dans la nouvelle campagne électorale.

L'appel à de nouvelles élections exprime bien plus que la manque de dialogue ou l'incapacité des politiciens d'arriver à des accords : il exprime la crise politique et institutionnelle qui reste et s'approfondit. La pourriture du régime du 78 est de plus en plus évidente.

Les données des dernières enquêtes signalent qu'il est très probable qu'il y ait des résultats très semblabes aux résultats actuels dans les nouvelles élections et qu'il y aura un porcentage très important d'abstention, ce qui préfigure un scénario autant ou plus instable et fragmenté. Et tout cela dans le contexte d'une brutale crise économique et sociale qui continue sa marche sans aucune perspective d'amélioration dans l'horizon, crise dont les travailleurs, les femmes et les jeunes paient les frais.

Entre temps, la situation quotidienne de l'immense majorité des espagnols reste très cruelle et dure. Entre temps le chômage, les salaires insufissants, les coups budgétaires, les privatisations, les expulsions locatives, les morts de femmes dans les mains de la violence sexiste, les licenciements, l'émigration de jeunes sans futur, ne s'arrêtent pas. Et entre temps les cas de corruption continuent à faire surface, comme les « Panamá Papers », le financement illégal du Parti Populaire à partir de l'argent de l'Etat comme à Valence, entre autre réseaux de corruption. Entre temps, la Commission Européenne annonce des nouveaux coups budgétaires et l'Europe forteresse se referme encore plus face à la misère de milliers de réfugiés. Entre temps, les riches sont encore plus riches et les pauvres sont encore plus pauvres.

La lutte des travailleurs et des jeunes français montre le chemin

Dans les derniers semaines nous avons assisté à des mobilisations et des affrontements avec la police en France, dans une extraordinaire lutte menée par les travailleurs et les jeunes français contre la réforme du travail (la « Loi El Khomri ») que le gouvernement « socialiste » d'Hollande veut imposer. Les étudiants et les salariés se sont unis et ont commencé à dépasser les centrales syndicales traditionnelles qui refusent de mobiliser jusqu'au bout contre les attaques des gouvernements. Voici le chemin à suivre : jeunes et salariés reprenant les méthodes de lutte historiques de la classe ouvrière, les piquets, les grèves, les manifestations, donnant l'exemple au monde entier. Parce que la victoire des travailleurs et des jeunes français serait une victoire de tous ceux qui nous battons contre l'austérité, car nous serons dans des meilleurs conditions pour lutter et faire face aux mesures d'ajustement que le prochain gouvernement essaiera d'appliquer ici.

Tandis que les politicients passent leur temps à boire du café, à faire des conférences de presse, et maintenant à lancer la campagne électoral, la crise continue à faire des ravages et nous ne devons attendre quoi que ce soit de ces clowns qu'avec ce cirque prouvent encore une fois qu'ils n'ont rien à faire de la situation matérielle concrète des travailleurs, des femmes et des jeunes.

C'est pourquoi la perspective purement parlamentaire, institutionnelle, électorale, ne sera jamais une solution de fond pour les problèmes des travailleurs et des peuples de l'Etat espagnol. Dans la situation actuelle, il ne s'agit pas de défendre la « loyauté institutionnelle » comme le défend Pablo Iglesias, mais de faire comme en France, de reprendre les rues, de coordonner les luttes pour faire sauter dans l'air les institutions pourries du régime de 78 en faisant irruption avec la mobilisation sociale, pour faire face et battre en brèche toutes les politiques anti-sociales, que ce soit le PP ou un « gouvernement du changement » qui les mène.

Barcelone – Las Rojas se sont mobilisées le 8 mars avec le mouvement de femmes

Par Marilyn Santamaría, le 10/03/2016



Le 8 mars dernier l'organisation féministe « Las Rojas » (Les Rouges), avec plusieurs camarades de l'Université de Barcelone El Raval, nous sommes mobilisées avec des milliers de femmes; nous sommes sorties dans la rue pour réclamer justice pour les victimes de la violence sexiste et patriarcale et pour toutes les femmes qui subissent la violence de l'État, de l'Eglise et de l'austérité de Rajoy.

Face à la vague de fémicides et de violence que les femmes souffrons, dans la région Catalane, de Valencia et dans tous les coins de la péninsule ibérique, les femmes organisées et des secteurs indépendants, nous sommes rassemblés et nous avons rempli la Place de l'Université à Barcelone et nous nous sommes mobilisées jusqu'à la Plaza Jaume I pour crier haut et fort que nous n'accepterons pas la la naturalisation ou la normalisation de la violence que nous souffrons et que nous n'allons céder même pas un millimètre dans la défense de nos droits.

Nous avons bien en clair que rien n'est garanti aujourd'hui pour les femmes et qu'il ne le sera pas non plus avec un nouveau gouvernement. Au cours des premiers mois de 2016 un nombre scandaleux de meurtres sexistes, de femmes poignardée ou étranglées, ont été recensés dans l'ensemble de l'État espagnol, mais particulièrement dans la communauté autonome de Catalogne. Le journal El Pais du premier janvier, a rendu publique une chronologie du premier mois de l'année où ont été tuées 8 femmes, sans compter le cas de la petite Alicia, violée et assassinée, jetée par une fenêtre par son agresseur. Femicidios.NET collecte des informations des différents cas, exposant ainsi un total de 28 femmes tuées depuis le début de 2016, ce qui fait une moyenne de deux femmes assasinées chaque jour par la violence contre les femmes.

Cependant, il ne s'agit pas seulement d'une question de chiffres : nous sommes conscientes que les réseaux de la violence sexiste se construisent dès les sphères de la haute monarchie, qui défendent leurs entreprises et les intérêts d'une poignée de patrons qui se considèrent tout-puissants et avec carte blanche pour fustiger et harceler les femmes. En outre, nous ne nous laissons pas tromper par les gouvernements régionaux qui discutent et fassent la même chose que le gouvernement central: rien... Ils ne font rien contre la violence et pour améliorer la situation des femmes. Bien au contraire, juste une minute de silence pour se souvenir des victimes, en même temps qu'ils réduisent le budget des programmes d'aide pour les femmes victimes de violence.

Cependant, nous disons, et nous continuerons à dire: On a assez de ceux qui nous violentent et nous exploitent!! Les militants de Las Rojas et le Courant International Socialisme ou Barbarie, nous sommes sensibles à cette réalité, et en rendant compte de cette barbarie et pour y répondre, nous commençons à nous organiser dans les universités et les lieux de travail dans le but de construire un mouvement féministe qui soit indépendant des secteurs bourgeois, avec la ferme conviction que les droits se défendent dans les rues et sans avoir aucun espoir ou confiance en l'État, ou en sa justice patriarcale.

Ce 8 mars, comme chaque jour, nous avons exigé et crié haut et fort:

Prison ferme pour tous les fémicides!

Des logements et des emplois pour les femmes victimes de violence et pour leurs fils ¡

Un salaire digne et équitable pour les femmes au foyer et pour toutes les femmes!

Pour l'avortement libre, légal, sûr et gratuit!

C'est aux femicides et aux machistes d'avoir peur, pas à nous !

Organise-toi avec Las Rojas et Socialisme ou Barbarie!

Pour une alternative politique anticapitaliste et de classe face à la crise du Régime du 78

Par Carla Tog, le 07/04/2016

Samedi 2 avril, avec plus de 100 activistes, organisations politiques et militantes de gauche, venant de différentes régions de l'État espagnol, nous avons participé au II Rencontre de "No hay tiempo que perder" (NHTQP, « Il n'y a pas de temps à perdre » en français) à Madrid. Sur la base du projet de document politique programmatique présenté par le bureau, dans une ambiance fraternelle et enthousiaste, a été discuté la proposition de prendre des mesures dans la formation d'un pôle anticapitaliste et de classe qui offre une issue de fond aux problèmes des travailleurs, des secteurs populaires, des femmes et des jeunes et se constitue comme une alternative aux variantes réformistes comme Podemos et IU qui posent qu'il est possible de changer les choses au sein des cadres du capitalisme et sans rompre avec celui-ci.

Le Rencontre a débuté par la présentation du document programmatique où est analysée et caractérisée la crise du capitalisme et du Régime du '78, et est tiré le bilan que la politique de la gauche réformiste comme Podemos et UI, et le rôle qu'ils ont joué depuis le 15M, n'est autre que celui de « renforcer l'illusion d'un changement social à travers les institutions, en laissant de côté la mobilisation sociale ». Le document propose une série de revendications programmatiques pour une issue des travailleurs et populaire à la crise, en reprennant la mobilisation sociale et la centralité de la classe ouvrière.

Avec plus de 50 amendements qui ont été présentés et discutés, finalement a été approuvé le texte en posant les bases programmatiques de l'initiative NHTQP.

Les résolutions

La deuxième partie du rencontre a été consacrée au débat et au vote sur les résolutions politiques et organisationnelles ainsi que les campagnes politiques et les tâches à aborder à l'avenir. En résumé, nous présentons certaines des plus importantes.

Résolution sur l'intervention dans la lutte des classes: « NHTQP doit devenir un outil puissant pour intervenir dans la lutte des classes. Un front d'où coordonner notre activité dans le mouvement ouvrier et des jeunes, avec une activité propre et une capacité de répondre concrètement aux tâches que les anticapitalistes et révolutionnaires avons dans cette période. »

En ce sens, a été décidé de discuter le programme de NHTQP parmi les travailleurs, les femmes et les jeunes afin de nous délimiter du réformisme. Aussi a été décidé l'intervention commune dans les événements et les mobilisations de la lutte des classes comme le 1er mai et les marches de la dignité.

Résolution sur les journées de débat politique ouvertes. Avec l'intention de continuer les discussions, il a été décidé: « discuter pendant un week-end sur la situation sociale et politique actuelle, l'économie, la politique internationale, ainsi que des débats théoriques et stratégiques pour les révolutionnaires anticapitalistes d'aujourd'hui ». Cette résolution est liée avec le fait qu'il s'est révélé nécessaire d'approfondir les débats, question qui s'est exprimée notamment dans les discussions autour de la question de genre ou le mot d'ordre d'une Assemblée constituante.

Résolution sur la question de genre: A été résolu « un appel à un vaste mouvement de femmes anti patriarcal et anticapitaliste pour promouvoir l'organisation, la mobilisation et les luttes des femmes dans la perspective de mettre fin à ce système d'exploitation et de jeter les bases pour l'émancipation complète des femmes. »

Le Rencontre a condamné et rejeté le récent accord entre l'UE et la Turquie pour l'expulsion des réfugiés et c'est pour cela qu'il a décidé de mener une « grande campagne internationaliste contre la guerre impérialiste, la xénophobie et le racisme » en exigeant « des pleins droits pour les immigrants et réfugiés, la fermeture des centres de détention, la suppression des restrictions de frontière et la plein liberté de mouvement pour tous les peuples »

A également été exprimé « la solidarité avec les peuples en lutte pour sa souveraineté », en particulier en ce qui concerne la situation du peuple sahraoui, kurde et palestinien.

Vers la création d'un Front Anticapitaliste et de classe dans l'État espagnol

Sans aucun doute un pas fondamental dans le Rencontre a été la résolution organisationnelle qui vise à commencer à fonctionner et à intervenir conjointement dans chaque territoire sur la base des accords politiques et programmatiques atteints et appeler un troisième Rencontre National pour le mois d'octobre.

La résolution affirme: « NHTQP donne un nouveau pas vers l'avant et se structure territorialement pour développer une pratique militante commune dans la lutte de classes et l'intervention politique entre les organisations et militants indépendants qui le composent, promouvant dans nos territoires respectifs des Comités de NHTQP pour la construction d'un Front Anticapitaliste et de Classe qui devienne une alternative politique au réformisme et à la crise du Régime du 78 ».

Continuer le chemin entrepris

Nous rentrons de Madrid convaincus de l'importance d'avoir participé au Rencontre et du fait qu'ont été jeté des bases importantes pour faire des pas en commun à partir d'une perspective anticapitaliste et de classe. Nous sommes contents d'y avoir participé et nous sommes déterminés à travailler pour résoudre les défis qui se posent pour nous.

Nous réitérons donc notre intervention dans le Rencontre, en disant que nous adhérons et saluons l'initiative NHTQP parce que nous croyons qu'elle principalement deux vertus. D'une part, elle remet au centre de la scène la classe ouvrière et ses méthodes. D'autre part elle est un outil qui nous permet de penser, de discuter et frapper ensemble dans cette perspective, contre les variantes du réformisme d'aujourd'hui.

Il faut travailler maintenant dans chaque territoire dans la construction et la mise en place des comités pour l'intervention commune et l'expansion de cet espace. Une étape importante en ce sens est le 1 mai, une grande opportunité pour la présentation en public de l'initiative et sa construction.

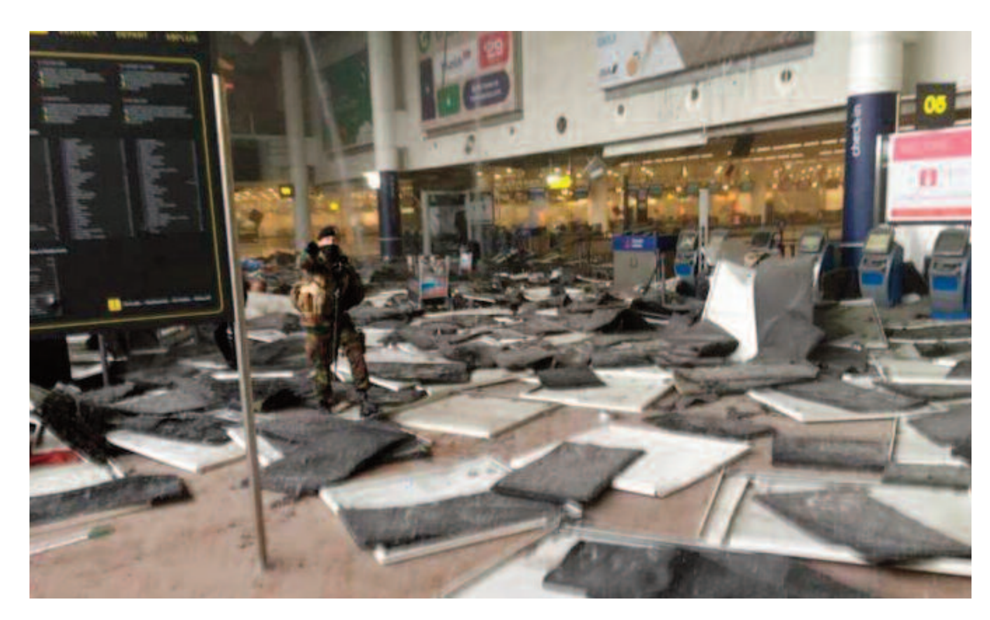
L’organisation fasciste Etat Islamique frappe encore en Europe

Nous répudions les attentats réactionnaires de Bruxelles

DÉCLARATION DU COURANT INTERNATIONAL SOCIALISME OU BARBARIE

Encore une fois, ce 22 mars, l’Etat Islamique (connu aussi sous le nom ISIS ou Daesh), organisation semi fasciste qui dit représenter « les intérêts du Islam contre l’Occident » a encore frappé avec des attentats réactionnaires à Bruxelles.

De même qu’il l’avait fait deux fois à Paris, en 2015, l’Etat Islamique laisse des dizaines de morts et des centaines de blèses, majoritairement des travailleurs et des citoyens. La seule conséquence de cet acte est de légitimer « l’Etat d’urgence » et la « guerre contre le terrorisme », excuses que l’impérialisme utilise pour attaquer les peuples opprimées du monde arabe et pour justifier un agenda réactionnaire dans les pays européens.



Ces attentats sont injustifiables, nous l’affirmons catégoriquement! L’Etat Islamique n’est pas une organisation qui exprime, même avec distorsion, des aspirations des exploités et des opprimés du Moyen Orient. Là où il gouverne, comme dans des franges importantes d’Irak et Syrie, l’Etat Islamique impose - avec main de fer et de la terreur – des politiques brutalement oppresives contre les femmes et les travailleurs, détruit les libertés démocratiques, politiques et sociales. L’Etat Islamique est la réaction claire et nette ! C’est une voie sans issue pour la misère existante dans ces zones, que l’Etat Islamique ne fait qu’accentuer !

Egalement, ces attentats réactionnaires et brutaux en Europe ne rendent aucun service aux travailleurs, aux femmes et aux jeunesses européennes. Encore moins à la population migrante que ces réactionnaires prétendent représenter ! Au contraire, ils donnent des arguments aux gouvernements impérialistes pour imposer leurs agendas réactionnaires de guerre et destruction des pays de Moyen Orient. Et encore, pour continuer leur politique brutale et inhumaine d’expulsion d’immigrants, enfermés aujourd’hui dans des camps de concentration qui rappellent les pires images de l’Europe du XXème siècle. En fin, les actions de l’Etat Islamique servent à justifier et faciliter les attaques des gouvernements contre les droits des travailleurs européens.

Il n’y a pas de justification ni pour les méthodes ni pour les objectifs de l’Etat Islamique. Il s’agit de méthodes et d’objectifs qui ne sont nullement progressistes. Il n’exprime pas, au contraire des organisations terroristes du XXème siècle, des causes justes avec des méthodes erronées. La cause de l’Etat Islamique n’est pas juste. Son agenda est le retour à une sorte d’empires moyenâgeux, basés dans la soumission de la population locale justifiée par le « combat contre l’Occident ».

Cependant, c’est clair que l’impérialisme ne peut pas cacher sa responsabilité centrale par rapport à l’existence de ces organisations. Plusieurs fois il les a utilisées pour générer des conflits fratricides, pour dominer facilement l’Irak, la Syrie, l’Afrique du Nord, l’Afghanistan, etc.! Les impérialistes ont détruit des pays entiers dans la région. En même temps, ils ont brisé les perspectives des générations entières d’origine immigrée en France, Belgique, Angleterre, Allemagne … (même en tenant compte des disparités d’un pays à l’autre). Ce cocktail de misère, exploitation et désespoir est le terroir où florissant les organisations comme l’État islamique.

Par conséquent, il est nécessaire de répudier inconditionnellement ces attentats, ainsi que la « guerre anti-terroriste » et « l’état d’urgence » des gouvernements impérialistes européens. Maintenant, avec l’excuse de ces attentats, ils vont renforcer dans la conjointure actuelle cet agenda réactionnaire.

Nous appelons à répudier ce nouveau attentat avec des mobilisations larges des travailleurs, des jeunes, des femmes. Des mobilisations qui doivent également s’opposer à la tendance à criminaliser et à marginaliser davantage les masses de migrants dans les pays européens. Nous devons nous opposer au mensonge qui veut faire croire que la solution au fléau des attentats est de multiplier le bombardement de personnes innocentes dans le monde arabe. Ce sont ces populations bombardées qui sont en même temps les premières victimes de l’État islamique!

Opposons-nous aux attentats de l’Etat Islamique avec la mobilisation dans les rues, la solidarité avec les victimes, – bas les « états d’urgence » et les « guerres antiterroristes » des gouvernements impérialistes.

L'Europe forteresse se prépare à expulser des migrants

Par Ale Kur, le 10/03/2016

Après avoir attiré l'attention du monde au cours de l'année 2015, la terrible tragédie des migrants en Europe non seulement n'a pas fini, mais elle est devenue de plus en plus aiguë au cours des derniers mois.

Tout d'abord, la vague migratoire se poursuit avec pleine intensité. En 2015, 1 million de réfugiés a fait son entrée en Europe. En Turquie, a signalé le gouvernement turc lui-même, s'entassent deux millions et demi de réfugiés, dont beaucoup cherchent leur chemin vers l'Europe. La principale source de migrants est toujours la Syrie, où la guerre civile et les interventions internationales continuent de dévaster le pays et de détruire son économie. Il en va de même, dans une moindre mesure, en Irak, Afghanistan et d'autres pays.

Les conditions de cette migration sont assez précaires, comme le monde entier a pu le voir l'an dernier. Le voyage est extrêmement risqué: les bateaux fragiles naufragent souvent, causant la mort de manière régulière. Les autorités locales, au lieu d'aider les migrants à arriver sains et saufs dans ces cas dramatiques, interdisent leurs citoyens de le faire eux-mêmes, sur accusation de « traite des êtres humains ».

L'élite des bureaucrates de l'Union Européenne (représentants politiques du grand capital européen), face à ce paysage s'est glissée de plus en plus vers une politique de « frontières fermées » ou « Europe-forteresse» (à travers des murs et des barbelés). Dans un premier moment semblaient dominer les tendances à l'ouverture (avec l'Allemagne, essayant de montrer au monde un visage progressif), dans un climat politique dans lequel il y avait même des fortes démonstrations de solidarité populaire. Mais cela a changé dans la mesure où la situation politique a glissé vers la droite (souvent pilotée par la direction même de l'UE et ses pays membres).

Les attentats terroristes et d'autres situations de conflit (par exemple, la vague de viols à Cologne, Allemagne) ont été manipulées dans une campagne de diabolisation des immigrants dans leur ensemble. Ainsi on a pu installer un climat politique majoritairement réactionnaire– en même temps que les éléments d'auto-organisation et de solidarité pour aider les réfugiés de la part de secteurs minoritaires mais très larges des populations européennes ont continué à se développer. Ce climat réactionnaire a comme un symptôme et en même temps comme une circonstance aggravante, la croissance de la droite xénophobe sur le continent (notamment le Front National de Marine Le Pen en France et d'autres pays européens où l'extrême droite gagne du terrain).

C'est dans ce contexte que ces derniers mois, le problème des migrants a connu un saut qualitatif: les pays des Balkans ont fermé complètement leurs frontières empêchant la marche des migrants vers l'Europe (dont la vaste majorité suit la route Turquie-Grèce -Balkans-Europe occidentale). Des dizaines de milliers de migrants ont commencé à s'accumuler en Grèce sans pouvoir traverser la frontière pour se rendre dans le reste de l'Europe -dans un pays qui est déjà dévasté par sa propre crise économique et sociale-.

Dans le même temps, les bureaucrates de l'Union européenne ont lancé une politique plus offensive contre les migrants. Le Président du Conseil Européen, Donald Tusk, a demandé directement aux migrants économiques de « ne pas venir en Europe », laissant de côté toute imposture progressiste et montrant le vrai visage brutal de la classe dirigeante européenne (la même qui, en fin de compte, a conduit à deux guerres mondiales au XXème siècle).

Le gouvernement français n'a pas resté à la traîne et a commencé il y a quelques semaines à déloger et détruire l'infâme « jungle de Calais », un camp dans lequel vivent entassés plus de cinq mille réfugiés qui tentent de traverser la Manche vers le Royaume Uni. L'objectif est censé être « les reloger » dans d'autres camps « plus humanitaires », mais c'est loin d'être vérifié.

Un accord réactionnaire entre l'Union européenne et la Turquie

C'est dans ce climat que, finalement, les bureaucrates de l'Union européenne ont trouvé une « solution » au problème de la migration. Il consiste en accorder avec la Turquie la possibilité d'expulser tous les migrants en situation irrégulière sur le sol turc, à partir duquel ils pourraient demander « l'asile politique » dans l'UE. Les bureaucrates assigneraient ensuite un certain quota de « autorisations» à quelques réfugiés, qui seraient distribué par eux parmi les différents États membres.

Outre la catastrophe qu'implique expulser des familles qui sont déjà installés sur le sol européen et renvoyer ceux qui arrivent après des longues et très risquées



traversées, il n'y a aucune clarté ou garantie sur la question de la proportion des migrants (anciens et nouveaux) qui seront « légalement admis » dans l'UE. Les migrants eux-mêmes ne pourront pas choisir dans quel pays s'installer, et leurs conditions d'existence seraient subordonnées aux gouvernements auxquels ils seraient assignés (problème particulièrement grave dans le cas des gouvernements xénophobes).

En échange de ce plan, l'Union européenne livrerait 6 milliards d'euros à la Turquie, en plus de fournir aux citoyens turcs des facilités accrues pour entrer dans l'UE et d'avancer dans les discussions pour l'intégration de ce pays au bloc européen. Tout semble indiquer que l'accord consiste à transformer la Turquie en un grand gendarme des frontières de l'Union européenne, dont la fonction sera de freiner la grande majorité de ceux qui cherchent refuge dans le vieux continent.

Comme si tout cela n'était pas déjà assez réactionnaire, il y a encore plusieurs aspects . Il implique, par exemple, un grand « geste » de la Turquie envers l'Europe pour que celle-ci se taise en échange sur les atrocités commises par le gouvernement turc. En ce moment, Erdogan vient de massacrer plusieurs villes kurdes de Turquie, avec des méthodes de terrorisme d'État et de guerre civile. Dans le même temps, essaie d'éradiquer les médias d'opposition pour imposer une sorte de « Sultanat » incontesté.

Cela implique également une immense hypocrisie de l'Union Européenne. L'UE donne à la Turquie la clé pour gérer l'afflux de réfugiés vers l'Europe, mais elle ne prononce même pas un seul mot sur les responsabilités de la Turquie qui génère ce même flux de migrants. L'UE ne dénonce pas le fait que cela a été le gouvernement d'Erdogan qui a armé et a donné libre cours aux djihadistes de tout type pour détruire la Syrie. L'UE ne dit rien sur les bombardements de la Turquie contre populations kurdes du nord de la Syrie. Elle ne dit rien sur le rôle du gouvernement « Islamique modéré » turque qui a aidé Daesh pour assiéger Kobane et d'autres régions.

En bref, l'accord est une monstruosité cynique et réactionnaire, à travers lequel les bureaucrates de l'Union européenne et le « Calife » Erdogan s'associent pour mener chacun de son côté (et les deux ensemble) leurs propres politiques antipopulaires, totalement contraires aux droits de l'homme et à toute perspective démocratique. La classe dirigeante européenne (et le gouvernement turc) doivent être vaincues avec la mobilisation populaire, pour ouvrir une vraie route vers le progrès en faveur des majorités exploités et opprimés.

DÉBUT DES MOBILISATIONS CONTRE L'EXPULSION DE MIGRANTS VERS LA TURQUIE

Dans plusieurs villes d'Europe des manifestations commencent à être organisées contre la déportation de réfugiés, pour le respect du droit d'asile. À Barcelone, plusieurs milliers de personnes ont défilé contre l'accord qui permet de déporter des réfugiés à la Turquie.

En Calais en France, et dans d'autres villes, se sont constitués depuis des mois des comités de soutien aux immigrants, qui organisent des mobilisations dans la rue pour exiger le respect des droits de l'homme.

À partir de dimanche 20 mars, les immigrants qui arrivent en Grèce peuvent être expulsés vers la Turquie grâce à l'accord entre ce pays et l'Union Européenne. La chancelière allemande, Angela Merkel, dit que personne ne sera expulsé avant le 4 avril. Pendant ce temps, les immigrants continuent d'arriver aux îles grecques, où il y a très peu de ressources pour les aider. Le président turc Erdogan, qui soutient et arme les islamistes, va recevoir 3 milliards d'euros pour maintenir dans son territoire les réfugiés dont cette guerre a provoqué l'arrivée.

L'analyste espagnol Danilo Albin a déclaré que la Turquie va se transformer en un champ de concentration de réfugiés et il a rappelé que ce pays ne se distingue pas positivement par son attitude en matière de respect des droits de l'homme. Il convient de souligner qu'avec l'approbation de la nouvelle résolution, l'UE viole ses propres lois ainsi que les lois internationales au sujet des réfugiés et des droits de l'homme, a affirmé Albin[1]. Plusieurs organismes de droits de l'homme ont dénoncé l'accord d'expulsion.

En Europe a été lancée par Internet une campagne de signatures contre cette politique inhumaine: « Partout en Europe, des collectifs citoyens tentent de remédier aux manquements de nos dirigeants. À Calais, à Chios et à Lesbos, à Berlin, à Cologne, à Lampedusa, à Londres comme à Paris, à Stockholm… des bénévoles s'investissent concrètement dans l'accueil des réfugiés, collectent des vêtements, de la nourriture, les familiarisent avec la langue, les institutions, les structures du pays. » La campagne dénonce l'accord comme une attaque aux droits de l'homme, au droit d'asile, en utilisant le racisme que la classe dominante européenne inculque à la population.

Il est nécessaire de continuer et d'amplifier les mobilisations en solidarité avec les réfugiés et contre l'Europe forteresse, contre tous ses gouvernements anti ouvriers et antipopulaires. La lutte des travailleurs du continent où est né l'Internationale et l'hymne du même nom, peut mettrait en échec les élites européennes qui nous exploitent, divisent et provoquent des guerres. Dans le NPA (Nouveau Parti Anticapitaliste) en France nous nous battons pour l'ouverture des frontières, pour la fermeture des centres de détention où sont enfermés les immigrants, pour la liberté de circulation et d'installation, l'arrêt des contrôles au faciès, et la fin de la ségrégation spatiale, scolaire et médicale, la régularisation de tous les sans-papiers, le droit de vote de tous les résidents à toutes les élections.

L'impeachment de Dilma au service de l'offensive réactionnaire avance au Parlement

Socialisme ou Barbarie Brésil, le 19/04/2016

Tous les mouvements pris par le gouvernement pour attirer des alliés, en proposant des postes au gouvernement, n'ont pas été suffisantes pour empêcher que, dimanche 17 avril, le rapport favorable à l'ouverture du jugement politique contre Dilma pour des crimes de responsabilité, a été approuvé à la Chambre des députés avec 367 voix pour (342 votes étaient nécessaires pour la mise en marche de l'impeachment).

Par la suite, le rapport sera examiné par un comité élu au Sénat, qui aura un temps d'environ 10 séances pour voter une expertise qui sera soumise à l'évaluation en séance plénière du Sénat; une fois admis par la majorité simple (41 sénateurs) Dilma sera écarté du pouvoir et le procès aura lieu dans un période maximum de 180 jours. La majorité des analystes indiquent que si les tendances actuelles se maintiennent, le gouvernement n'aura pas assez de voix au Sénat pour éviter que Rousseff ne soit jugée et que son mandat prenne fin.

La défaite du gouvernement à la Chambre des Députés n'a pas été un coup de tonnerre dans un ciel serein. Ces dernières semaines, à cause des dénonciations que Dilma était au courant du réseau de corruption à Petrobras, faites par Delcídio Amaral (ancien chef du gouvernement au Sénat) ; la poursuite pénale à Lula par la Police Fédérale et le fait que la Cour Suprême a repoussé sa décision sur l'entrée de Lula au gouvernement en tant que Chef de Cabinet ; et l'éloignement du PMDB du gouvernement, le résultat des événements politiques et économiques ont été totalement défavorables au gouvernement.

Le gouvernement perd tout soutien politique

Les manœuvres de dernière minute consistant dans l'achat de votes pour tenter d'atteindre le nombre de 172 députés nécessaires pour empêcher le début du processus d'impeachment, n'ont pas suffi pour contenir l'offensive réactionnaire dans le Congrès National, qui fait partie d'une offensive générale pour remplacer Dilma par un gouvernement néolibéral qui soit capable de mener mesures encore plus fortes de l'ajustement néolibéral qui est déjà en cours.

La question soulevée par l'opposition de droite, qui prétend que Rousseff a commis des « crimes de responsabilité fiscale » n'est qu'un écran de fumée. Les décrets pour autoriser des prêts au gouvernement ou les « bicyclettes fiscales » dans le premier mandat présidentiel sont des actions aussi réalisées par tous les gouvernements précédents et ne constituent pas en elles-mêmes des preuves pour valider juridiquement le jugement politique.

Au fond, ce qui a permis la défaite du gouvernement lors du vote d'hier est que Dilma est au milieu d'une crise économique de proportions historiques - sans doute la plus profonde crise économique brésilienne depuis 1929 – elle a perdu le soutien de toutes les factions de la classe dirigeante et de la grande majorité de la population active qui, par ailleurs, est la grande victime des politiques néo-libérales menées par Rousseff dans son second mandat.

Étant donné que la thèse du crime de responsabilité est fragile et que l'opposition de droite n'a aucune légitimité politique, la balance s'est incliné contre le gouvernement en raison de sa perte de soutien, qui se reflète directement dans les manifestations de rue dans lesquelles, malgré avoir montré une capacité à mobiliser sous le discours de vaincre le « coup d'Etat », le gouvernement a toujours mobilisé moins de gens que la droite, même le dimanche dernier.

Pour contrecarrer la défaite imminente dans le Sénat, ce qui se traduira dans l'écartement du pouvoir de Dilma à partir du vote de destitution à la Chambre des députés, le gouvernement devrait s'appuyer sur une mobilisation importante de la classe ouvrière, avec des mobilisations plus massives que celles de la droite, comme une grève générale ou une action radicale en sa défense.

Ce ne sera pas le cas, parce que même si la classe ouvrière et les jeunes militants étaient d'accord avec l'action radicale en défense de Dilma, étant donnée que le gouvernement a pris la décision de mener des ajustements impopulaires depuis le début de son second mandat, la bureaucratie de Lula devrait changer totalement de stratégie et être prête à rompre avec l'impérialisme et le capital financier, tournant qui semble très difficile de se produire, y compris si nous étions vraiment face à une menace de coup d'Etat comme le gouvernement veut nous faire croire.

Nous ne devons pas oublier que nous parlons d'une caste bureaucratique riche, opposée à toute manifestation de radicalisation indépendante des travailleurs , et que dans le contexte de la crise économique ne peut offrir même pas des miettes; au contraire, les petites améliorations dans les conditions de vie et économiques de ces dernières années seront perdues complètement.

La crise organique dans laquelle nous vivons et la reprise de la lutte des classes plus directe qui en découle, met les choses au claire; c'est-à-dire, il montre parfaitement que le PT, Dilma ou Lula, a été une faillite du point de vue de leur capacité à catalyser la lutte des travailleurs, même si leur destin politique en dépend.

La farce du processus d'impeachment avec la faillite historique de ce qui était la représentation des travailleurs pendant les dernières décennies pose une situation dramatique pour la classe ouvrière, car face à l'offensive réactionnaire elle n'a pas une alternative accorde à ses nécessités politiques. Donc la question de la construction d'une alternative politique est une question qui deviendra centrale de façon de plus en plus incontestable dans la prochaine période.

Il faut se préparer pour la guerre

A partir de la recevabilité de l'accusation déjà voté par la Chambre des Députés, dans environ un mois pourrait commencer l'ouverture effective de la procédure de destitution. L'ouverture du processus exige la suspension de Dilma pendant 180 jours jusqu'à la fin du processus ; à partir de là, la présidence de Temer (PMDB) commencerait.

La mise en place de la nouvelle coalition au pouvoir est sur le bon chemin et le gouvernement de Temer aura un profil ouvertement conservateur. Il y a un an le PMDB a publié un document intitulé « Pont vers l'avenir », qui a comme un principe de base, face à la crise économique, un programme néolibéral de ligne dure qui prévoit, entre autres maux, d'augmenter l'âge de départ à la retraite, la mise en place de tarifications dans Système Unique de Santé, la diminution des budgets de Santé et d'Education, et la précarisation généralisée des travailleurs.

Même avant d'assumer, Temer a « filtré » un audio qui cherche à « rassurer » les gens en disant qu'ils ne toucheront pas les

programmes sociaux comme la Bolsa Familia. Les agents de l'offensive réactionnaire savent que Temer va assumer dans le contexte d'une crise politique qui pourrait s'aggraver et donner lieu à des troubles politiques graves ; un gouvernement qui assume avec une très faible popularité (dans une recherche récente sur les intentions de vote, en cas de se présenter à président Temer aurait 2 % d'intention) et un scénario économique difficile qui a tendance à restent comme cela pendant au moins encore deux ans.

Mais malgré cela, selon la logique de la classe dirigeante et ses partis, l'impeachment de Rousseff ne se justifie que si le futur gouvernement développe une stratégie visant à créer les conditions pour pousser les travailleurs jusqu'à la fin de cette crise et, par conséquent, il va concevoir des mesures qui peuvent commencer par exemple par des mesures comme le fait de s'octroyer plus de marge dans l'utilisation du budget fédéral, puisqu'elles ne semblent pas directement des mesures qui affectent les droits des travailleurs (une grosse erreur), afin de créer les conditions pour passer d'autres mesures réactionnaires.

C'est-à-dire, la perspective d'un gouvernement de Temer est nécessairement celle de l'unification de la classe dirigeante, les médias et ses partis afin de faire la guerre contre la classe ouvrière pour imposer des attaques brutales. Par conséquent, contrairement au gouvernement – et à une grande partie de la gauche- qui suggère que la solution politique est la continuité des ajustements néolibérales mais qui soient « plus humains », nous pensons que nous devons aussi nous préparer pour la guerre et créer les conditions politiques pour construire une issue des travailleurs.

Con el voto favorable a la destitución por la Cámara de Diputados, la situación política cambia de nuevo y demanda de la izquierda socialista hacer ajustes a nuestra orientación política. La posibilidad inminente de la suspensión del mandato de Dilma y la asunción de una coalición aún más conservadora, por decir lo menos, hace que sea necesario ponernos a discutir una salida política de hecho, una alternativa a los patrones en serio.

Avec le vote favorable à la destitution de la Chambre des députés, la situation politique change à nouveau et cela demande à gauche socialiste et révolutionnaire de réajuster notre orientation politique. La possibilité imminente de la suspension du mandat de Dilma et l'arrive au pouvoir d'une coalition encore plus conservatrice, pour dire le moins, fait que ce soit nécessaire de réfléchir à une solution politique de fait, une vrai alternative à celle patrons.

Il est nécessaire de dépasser la perspective de la direction majoritaire du PSOL qui, face à l'offensive réactionnaire, ne défend que le maintien de l'actuel gouvernement et aussi la possibilité que la solution



politique immédiate ne viendra que de nouvelles élections générales, comme le PSTU er d'autres courants. Le spectacle d'horreur interprété par la majorité des membres du Congrès lors du vote sur l'impeachment montre entièrement que le système politique est dominé par ce qui est le plus destructif par la société –ce qui a choqué largement, du fait des scènes explicites d'opportunisme, de cynisme et de fascisme - doit être révolutionné aussi et mettre tous ces gens hors d'état de nuire.

Nous ne pouvons pas permettre que l'issue de cette crise politique, où tellement de choses se jouent, qui menace à la classe ouvrière et à la jeunesse avec des reculs politiques et économiques historiques, reste dans la main de cette canaille parlementaire achetée par les capitalistes. Mais nous ne pouvons-nous pas non plus nous contenter d'appeler à des élections générales, comme le prétendent le PT et certains secteurs de la gauche révolutionnaire, parce que même si cette issue est plus progressiste que le processus d'impeachment mené par l'offensive réactionnaire de la bourgeoisie, des élections générales ne feraient que garder, dans toutes ses lignes et tous les acteurs, le système politique et économique tel qu'il l'est.

Il faut, avec des élections générales pour tous les postes éxecutifs, soumettre une proposition pour l'élection d'une Assemblée Constituante, Démocratique et Souveraine afin de transformer profondément le système. Par exemple, les travailleurs et les jeunes ensemble et dans les rues, doivent imposer l'appel à une Assemblée Nationale Constituante et Souveraine, qui non seulement reprenne les droits qui ont été enlevés, mais qui émerge également comme un pôle de direction politique, alors que jusqu'à maintenant ce ne sont que des fractions bourgeoises en lutte pour le pouvoir qui ont été dans le devant de la scène.

Nous devons mener une révolution pour changer de A à Z le système politique. C'est-à-dire, un processus qui exige de mettre fin au financement privé des campagnes, la mise en place de temps de parole égalitaire à la radio et de télévision, la fin de la chambre haute (Sénat), la révocabilité par les électeurs de tous les mandats parlementaires et exécutifs, limiter les rémunérations versées aux députés pour qu'ils soient à même hauteur que le salaire moyen travailleurs et une série d'autres mesures pour assurer la participation démocratique des masses dans les décisions politiques fondamentales.

Aucune transformation politique n'est possible sans une profonde transformation économique et sociale. Ainsi, outre un profond changement dans le système politique, cette Assemblée Constituante doit traiter les problèmes structurels, tels que la mise en œuvre immédiate de la réforme agraire et urbaine, la fin de l'utilisation de la plus grande partie du budget pour le paiement des intérêts de la dette extérieure, la stabilité dans l'emploi, un salaire minimum qui puisse effectivement suffire pour vivre dignement, le pourcentage de l'augmentation requise des dépenses de santé et d'éducation, le droit au mariage pour tous, le droit à l'avortement et toutes les autres méthodes contraceptives, la fin de la police militaire, parmi une série d'autres mesures.

Nous savons que pour imposer une issue comme celle-ci face à la crise politique est nécessaire de renverser les tendances offensives des patrons, de créer un processus de mobilisation qui implique l'unification des luttes contre les ajustements et de construire une grande grève générale pour exiger l'appel à de nouvelles élections générales et à une Assemblée constituante démocratique et souveraine. Mais avec les forces réduites et fragmentées de la gauche, n'arrivent aux masses que les propositions que présente le gouvernement ou l'opposition de droite : d'où la nécessité de construire immédiatement un Front de la Gauche Socialiste, indépendant du gouvernement et des patrons. Un exemple de ceci est ce qu'ont fait des secteurs de la gauche socialiste révolutionnaire à Rio de Janeiro et dans d'autres états, dans la perspective d'un rassemblement national de forces indépendantes des patrons et du gouvernement, des forces lutte de classe, contre l'ajustement économique, pour des élections générales et pour une Assemblée Constituante Démocratique et Souveraine.

Victoire de la gauche dans les élections de l'Université de Sao Paulo

Par Antonio Carlos Soler, le 17/04/2016

Hier ont été annoncés les résultats des élections au Directoire Central d'étudiants de l'université de Sao Paulo, remportées par la liste « Faire le Printemps » avec 3398 voix. Le résultat est significatif car il faut le rapporter à une population totale de 7841 voix, très au-dessus de la deuxième place, de la liste « USPInova » (intégrée par des étudiants du PSDB, parti de droite), qui a obtenu 1592 voix.

Cette élection a eu lieu dans une situation pas du tout facile pour les étudiants et les travailleurs. Au niveau national nous assistons à une offensive réactionnaire à travers l'impeachment qui cherche à m'être en place un gouvernement néolibéral « pure sang » dans la perspective d'imposer des attaques encore plus profondes contre les travailleurs. Le milieu universitaire n'est pas étranger à cette situation : nous vivons aussi une offensive réactionnaire qui vise à créer des conditions de précarisation et de privatisation de l'université.

Dans ce contexte, le Conseil de Centres Académiques (qui regroupe les « Syndicats étudiants » des différentes filières, NdT) a voté un calendrier électoral pas du tout favorable au débat, car à la fin de la période d'inscription des listes il n'y avait qu'une semaine pour la campagne, ce qui a clairement nuit à la présentation et à la discussion des projets des différentes listes. Mais le plus grave de cette élection a été la fragmentation de la gauche socialiste qui s'est présentée divisée en quatre listes (« Faire le Printemps », « Changement de sens », « Mon chant de guerre » et « Nouvel Juin »)

Cette fragmentation s'est produite principalement pour deux raisons. La première erreur a été commise par le PSTU (Parti Socialiste des Travailleurs Unifié) qui a rompu avec l'alliance de laquelle elle faisait partie depuis des années et a lancé la liste « Changement de Sens » dans le contexte d'une offensive de la droite. Cette posture rupturiste et sectaire du PSTU dans l'université n'est pas une surprise : elle fait partie d'une ligne nationale qui ne voit pas que dans la situation actuelle nous avons besoin de la plus large unité de la gauche socialiste dans la lutte et dans les élections afin créer un pôle d'indépendance de classe.

Comme conséquence de ce sectarisme, le résultat électoral du PSTU a été désastreux. Étant la deuxième force politique du mouvement étudiant dans l'université de Sao Paulo il a obtenu 650 voix sur 7841, ce qui constitue sans doute une défaite politique, et exprime le rejet raisonnable ses activités de l'université de cette politique sectaire à l'intérieur et à l'extérieur de l'université.



L'autre erreur qui a favorisé la fragmentation a été commise par la liste Faire le Printemps car bien qu'elle a remporté les élections, elle a refusé d'ouvrir un processus plus large d'incorporation de toutes les forces politiques de la gauche socialiste, représentées par la liste Nouvel Juin et par d'autres. Cette posture doit être corrigée sans la prochaine période, car dans ce scénario d'offensive réactionnaire il faut construire l'unité de la gauche pour faire face aux attaques en cours.

La victoire politique de la liste Nouvel Juin

La liste Nouvel Juin (intégrée par des étudiants non organisés de différentes filières et par des étudiants de Socialisme ou Barbarie) a obtenu 144 voix. C'est un résultat tes important pour un début dans la dispute électorale du DCE, car nous avions en face des forces de gauche qui sont implantées dans l'université depuis des décennies.

La liste Nouvel Juin, qui intègre plusieurs étudiants de l'IGC (Institut de Géosciences) est une force qui a contribué de manière significative au processus de politisation de cet institut. Dans l'élection pour le DCE de l'année dernière, où nous n'avions pas présenté de liste, il n'y a eu que 32 voyants au total pour les élections : dans l'élection de cette année, avec notre contribution, il y a eu 138 votants.

Mais il ne s'agit pas d'une simple croissance de la participation électorale mais sans aucun contenu politique : au contraire, dans l'IGC la liste Nouvel Juin a obtenu 108 voix, Faire le Printemps 21 voix et USPInova à peine 1 voix. Ce que l'on observe c'est un claire virage à gauche dans l'Institut comme résultat d'un processus qui combine des difficultés matérielles croissantes avec une réflexion politique –à laquelle Nouvel Juin a contribué de manière importante- qui avance dans le sens qu'une issue favorable pour l'Institut et pour l'université n'est possible qu'à partir de la lutte.

La liste Nouvel Juin est sortie renforcée de cette élection, avec un résultat qui la place devant diverses forces politiques bien plus implantées dans l'université. Cette victoire politique dans notre première élection a été possible car nous avons été la seule liste qui a mené (et qui continuera à mener) une bataille pour l'unification de la gauche socialiste dans la lutte et dans les élections, une politique que de plus en plus d'étudiants considèrent nécessaire pour faire face à l'offensive réactionnaire à l'intérieur et à l'extérieur de l'université.

En plus, nous sommes implantées de manière structurelle et nous avons contribué de manière effective aux processus de politisation de filières qui avaient déjà eu une participation importante dans le mouvement étudiant mais qui étaient « livrées à leur propre sorte » dans la dernière période. Cette implantation nous a permis de construire quotidiennement avec les étudiants un rapport de confiance politique qui a donné lieu au score de Nouvel Juin de près de 80% dans l'IGC.

Ayant compris la nécessité fondamentale de l'actuel moment politique -l'unité de la gauche- et étant organiquement liés aux luttes immédiates des bases, nous pourrons avancer dans le processus d'implantation dans d'autres filières, dans les activités à l'intérieur de L'IGC et dans le mouvement étudiant dans son ensemble. Nous félicitons ceux qui ont su capter l'esprit de leur temps et le mettre en pratique à travers la préparation, la présentation et la défense de la liste Nouvel Juin pour le DCE. De nouvelles luttes et de nouvelles victoires viendront !

La tâche centrale est d'imposer la grève générale

Le gouvernement de Macri semble courir vers l'avant avec toutes ses forces sans une direction claire. Depuis qu'il est arrivé au gouvernement, il a mené un plan d'ajustement brutal contre les travailleurs qui affecte leur qualité de vie dans tous les aspects. L'énorme d'évaluation de la fin de l'année, avec la suppression des impôts sur les exportations agraires et minières, a été non seulement in cadeau de Noël pour les patrons, mais a été aussi le point de départ un déchaînement de l'inflation. Des augmentations des tarifs de gaz et d'électricité ont suivie, ensuite de celles des transports, ce à quoi il faut encore ajouter quatre augmentations du prix de l'essence (pour un total de 31% en quatre mois) et là nous avons l'annonce d'augmentations dans les cigarettes, les mutuelles santé et le ticket de métro



Macri veut des millions de chômeurs

Il s'agit d'un ajustement brutal qui implique une perte d'autour de 10% du pouvoir d'achat pour les travailleurs, et une chute du salaire mesuré en dollars à des valeurs inférieures à celles de 2007. Que ce soit clair : **en Argentine tout augment -même le chômage- sauf le salaire!**

La colère sociale s'accumule depuis quelque temps. Cet ajustement brutal ne semble pas s'arrêter et personne ne peut justifier quel est son objectif. Le gouvernement fuit vers l'avant et continue à dire que « les choses vont s'améliorer dans les prochains mois ».

D'abord il a dit que tout allait s'améliorer après avoir payé aux fonds vautours, après il a promis que l'inflation tomberait à 25%, il a aussi argumenté que tout allait s'améliorer dans la deuxième moitié de l'année : maintenant le Président de la Banque Centrale, Sturzzeneger, promet que l'inflation ne ne dépassera pas le 33% et que les choses vont s'améliorer à la fin de l'année.

Mais la vérité est que la seule politique anti inflationniste du gouvernement est l'ajustement lui-même. Le Ministre de l'Energie l'a clairement dit, à sa façon de bourgeois : « Les gens ne sont pas idiots, s'ils considèrent que les prix sont trop élevés, ils arrêtent de consommer ». Il est vrai que les gens ne sont pas idiots. Mais ils n'arrêtent pas de consommer car ils « considèrent » que les prix sont trop élevés, mais bien car le salaire ne suffit pas. En tout cas, l'affirmation du ministre/PDG est symptomatique du plan anti inflationniste du gouvernement : refroidir l'économie, **aller vers une récession pour forcer un ajustement et des licenciements.**

Voyons comment cela fonctionne : si les travailleurs n'ont pas d'argent pour acheter des produits, les ventes diminuent, la production diminue, les licenciements augmentent, le salaire descend, et, au final, les prix arrêteront d'augmenter... car personne n'aura un seul sous pour acheter des choses.

Dans le centre de tout le plan de Macri est la perspective d'imposer un fort ajustement sur le niveau d'emploi qui donne lieu à une chute des salaires. Voici ce qui explique la croisade du gouvernement contre la loi pour l'interdiction des licenciements : sa menace d'exercer son veto si jamais la loi passait et tout le cirque parlementaire mis en place pour regarder le vote dans la chambre de députés. Car autant Macri que toute la bourgeoisie sont conscients que le cœur du plan du gouvernement est d'augmenter le chômage pour faire peur aux travailleurs et pour ainsi redoubler précarisation, augmenter l'exploration (la productivité) et diminuer les salaires.

Il y a aucune doute sur ce que Macri veut faire, la question est: est-ce qu'il pourra le mener à terme?

Des apprentis sorciers

La principale réponse contre l'ajustement s'est exprimé vendredi dernier. La mobilisation et meeting du 29 Avril ont introduit une forte modification dans la situation politique nationale. 150.000 travailleurs y ont participé, dans ce qui constitue la plus importante mobilisation de l'année contre le gouvernement de Macri, laissant le gouvernement aux portes d'une grande crise politique (à vrai dire, il s'est agi de l'une des mobilisations syndicales les plus importantes des dernières décennies).

Même s'il est vrai que cela n'a pas été une journée de grève, **la massivité de celle-ci a été une alarme pour la bourgeoisie et principalement pour ses scribes dans les médias dominants**. Les travailleurs, même dirigés par la bureaucratie, ont fait preuve de leur force et des possibilités qui sommeillent au sein de la classe ouvrière. Et cela n'a pas été reconnu que par les patrons et leurs porte-paroles : les travailleurs eux-mêmes se sont considérés comme un acteur dans la vie politique nationale ; ce qui a été marquant dans ce sens ce qu'il a été un meeting avec une participation très active de la base des syndicats, en plus d'être un meeting assez politique, où les assistants ont suivi avec attention les différents discours.

La bureaucratie a contribué, même sans le vouloir totalement, à ceci. Le document qui a appelé à la journée de mobilisation avait cinq demandes ouvertement contraires à l'ajustement en cours : la dé-

claration de « l'émergence de l'emploi » ; l'exigence de la modification de l'impôt sur les salaires ; l'universalisation des aides de l'Etat aux familles, une retraite à 82% du salaire en activité ; et le refus du « protocole de sécurité », instrument répressif du gouvernement (il est clair qu'il manque la revendication élémentaire d'augmentation de salaires)

La démonstration de force a été tellement importante que d'une certaine façon elle a fait peur à ceux qui l'ont appelé: de là que les discours de Caló (Sécrétaire Général des Métallurgistes et d'une des CGT) et de Moyano (Sécrétaire Général des Routiers et d'une des CGT) aient été aussi modérés, en essayant de ne pas affronter directement Macri. Depuis que l'appel a été lancé, la préparation du meeting n'a fait que grandir. Dans celui-ci se sont concentrés les colères accumulés contre le gouvernement de Macri à cause de l'inflation, des augmentations des tarifs d'électricité, du gaz, des transports, les licenciements dans l'administration publique et dans le secteur privé. C'est ainsi que ce qui a été à la base pensé comme une mobilisation des CGT, où se préparerait l'unité de la bureaucratie cegetiste, a commencé à grandit par en bas et, de par sa force, a surpris même ceux qui l'ont appelé en se transformant en une vraie journée contre l'ajustement de Macri.

De toute façon, il faut faire attention et ne pas exagérer les choses : que la signification du meeting soit allé au-delà des objectifs initiaux de la bureaucratie, ne veut pas dire que celle-ci ait été débordée. Les chefs syndicaux ont montré qu'ils continuent à diriger la masse des travailleurs, qu'ils gardent toujours les clés de la mobilisation, cela malgré le fait que la gauche influence des secteurs d'avant-garde.

A cette importante mobilisation il faut ajouter d'autres secteurs qui commencent à entrer en lutte : **on est probablement à la veille d'une vague de contestation des étudiants et de l'ensemble de la communauté universitaire comme on ne voyait pas depuis des années**. Les professeurs et les étudiants des universités nationales se sont mobilisés pour dénoncer les scandaleux coups budgétaires dans l'éducation supérieure. La décision officielle de zero augmentation de budget pour les universités implique, dans les faits, une diminution du budget réel de près de 40%, le taux d'inflation prévu pour 2016.

C'est pourquoi les professeurs des universités ont appelé à des journées de grève et à la réalisation de très réussis et massifs « cours publiques » contre l'ajustement de Macri, actions auxquelles les étudiants se sont joints. Ce secteur met en plus au centre de la scène la nécessité de l'approbation de la loi sur le billet de transport national pour les étudiants (un ticket de transport moins cher que le « général ») ce qui devient de plus en plus d'actualité vu les augmentations de tarifs.

Ainsi les choses, ce qui se cuisine sous le feu de l'ajustement est une vague ascendante de luttes des étudiants et de la communauté universitaire dans son ensemble qui pourrait être historique et donner lieu à une nouvelle génération étudiante d'activistes.

La bureaucratie syndicale essaie d'administrer la colère

Macri est aux portes d'une grave crise politique. Deux forces s'opposent et montrent les dents. D'une côté le gouvernement national avec le soutien de toute la bourgeoisie et de secteurs importants des classes moyennes, qui sont fermes dans la volonté d'imposer une très dure défaite aux travailleurs, et donc à l'ensemble des secteurs opprimés. Ce n'est pas anodin le fait qu'après la journée du 29 Avril Macri ait redoublé son pari contre la loi d'interdiction des licenciements et ait annoncé des nouvelles augmentations de prix. Il semble clair que le gouvernement national est prêt à mesurer ses forces contre le mouvement des masses et contre les travailleurs en particulier.

De l'autre côté les travailleurs, qui arrivent à cet affrontement **structurellement renforcés** après l'Argentinazo de 2001, qui a imposé à la bourgeoisie et à ses gouvernements une récuperation du niveau de l'emploi, ce qui a permis le début d'un processus de récomposition ouvrière. A cela il faut ajouter la journée du 29 Avril, **qui a servi objectivement à faire preuve de ses forces et qui montre que les travailleurs ne sont pas prêts à abandonner leurs acquis sans lutter.**

Mais entre ces deux forces qui vont à l'affrontement, il y a le « corset » de la bureaucratie syndical, qui essaie par tous les moyens de calmer les choses. Car dans la situation actuelle, **il suffirait que les centrales syndicales appelent à une grève générale pour que le parti entier soit paralysé.** Personne ne doute que cela ouvrirait une profonde crise politique qui mettrait contre les cordes Macri et tout son gouvernement à peine six mois après son arrivée. C'est pourquoi ce n'est pas un hasard si les leaders de la CGT essayent de calmer la confrontation et cherchent des points de contacts avec Macri pour canaliser la situation.

Puisque Moyano et compagnie, malgré toutes leurs poses combatives, savent que leur véritable rôle est de freiner les travailleurs et de défendre la gouvernabilité bourgeoise.

Por eso es que hay que tener mucho cuidado y no confiar ni por un segundo en la vocación "opositora" de la burocracia. **La única manera de imponerle una derrota al ajuste de Macri pasa por desbordar a los dirigentes sindicales e imponer en las calles un paro general.**

Rejoins le Nuevo MAS pour lutter contre Macri et son ajustement

Dans ce sens, la gauche a des énormes responsabilités devant elle. Il est indiscutable qu'elle a réussi à se positionner dans une place plus importante dans la réalité politique nationale, et qu'elle a réussi à être reconnu comme une force réelle et agissante dans le pays. Ce qui s'exprime autant dans l'obtention de parlementaires que dans le fait aujourd'hui il n'y a pas un seul débat dans les médias où il n'y ait pas un représentant de la gauche révolutionnaire, qu'il soit du PO, du PTS ou du Nuevo MAS. Mais cette réalité ne doit pas nous confondre, ni nous faire perdre de vue que la gauche révolutionnaire n'a pas encore réussi à être un acteur déterminant au cœur de la clase ouvrière. **: elle est encore une force de large avant-garde qui agit entouré de courants qui ont une influence de masses, la bureaucratie syndicale d'abord et le kirchnerisme ensuite**, parmi d'autres.

Dans ce sens, la journée du 29 Avril a mis en évidence le **crime politique** qu'a constitué le fait d'avoir annulé la Rencontré Ouvrière de Racing en mars de cette année, ce qui a difficulté énormément la construction d'un pôle lutte de classe dans l'avant-garde ouvrière pour batailler contre la bureaucratie face à l'ensemble des travailleurs.

Cela s'est aussi exprimé de manière très concrète dans la journée du 29, où il n'a pas été possible non plus de construire un cortège unifié des secteurs lutte de classe, ce qui n'a pas été possible non plus pour le 1er Mai où le FIT non seulement a empêché un meeting unifié de la gauche et les secteurs lutte de classe, mais où même les composantes du FIT se sont divisés, avec la réalisation de deux meetings marginaux le 30 Avril et le 1er Mai, une honte sans nom, **qu'autant le PO que le PTS justifie avec l'idée électoraliste que "de toute façon, les votants ne sont même pas au courant de ces choses".**

Avec une position diamétralement opposé, autant au niveau des activistes que dans des multiples interventions dans les médias de notre camarade Manuela Castañeira, notre parti a défendu l'orientation

d'un cortège unifié le 29 pour défendre de manière unitaire, avec force, l'exigence d'une grève générale aux directions syndicales, de même que nous avons défendu l'importance de réaliser un 1er Mai unifié qui remette sur la table la réalisation d'une Rencontre Ouvrière, que sur la base de la représentativité réelle des différences forces, constitue un pôle lutte de classe alternatif à la bureaucratie.

Dans tous les cas notre parti, avec l'énorme force de notre VIIème Congrès National consacrera tous ces efforts à ces batailles, pour la grève générale, pour une Rencontre Ouvrière, pour le soutien à la lutte des étudiants et de communauté éducative pour le budget et les tickets de transport étudiants, et pour inviter tous les camarades qui veulent mener ces batailles à rejoindre le Nuevo MAS.

Vers la transformation du Nuevo MAS en l'un des principaux partis de l'extrême gauche

Le week-end dernier a eu lieu dans l'Hôtel Bauen le VIIème Congrès National du Nuevo MAS. Celui-ci a voté la déclaration de congrès suivante :

Nous venons de réaliser un important Congrès de notre parti. Dans celui-ci nous avons ratifié notre analyse du gouvernement de Macri comme un agent direct du patronat : un gouvernement qui a pour objectif d'imposer une exploitation redoublée aux travailleurs.

Nous avons ratifié, aussi, qu'il n'y a rien de plus important dans la situation actuelle que d'orienter l'action, des femmes et de la jeunesse vers la victoire contre les plans d'austérité du gouvernement et les mesures réactionnaires qui vont avec. Cela à travers la mobilisation dans les rues (et à travers la perspective dans chaque lutte d'y défendre la meilleure politique pour leur victoire).

Sous le contexte du nouveau gouvernement, l'extrême gauche occupe une place d'importance dans le débat national. Elle représente, dans les faits, un acteur indépendant autant du gouvernement actuel que du kirchnerisme qui joue aujourd'hui le rôle de garant de la gouvernabilité : une opposition purement électorale et parlementaire, pas dans les rues.

L'extrême gauche a le défi de se transformer en une force organique au sein des travailleurs et de leurs organisations. Le Front de Gauche et des Travailleurs (FIT) apparaît aujourd'hui, malheureusement, comme un obstacle dans cette perspective : au lieu d'unir, il divise. Le fait est que le FIT empêche que la gauche ne devienne un pôle d'unité de classe, comme le montre le triste spectacle qu'il est en train de mener par rapport à la journée du 1er Mai : non seulement il a refusé toute possibilité de réaliser un meeting unitaire : les différentes composantes du FIT se préparent même à réaliser des meetings séparés !

Cependant, la nouveauté est que le Nouveau MAS se renforce. Il apparaît, de manière de plus en plus évidente, comme « l'autre extrême gauche » à côté du FIT, avec des positions plus correctes.

Une partie des acquis de notre parti dans la dernière période est la présence accrue que nous avons dans le débat national, notamment avec notre camarade Manuela Castañeira (ex candidate à la présidentielle)comme l'une des figures les plus importantes de l'extrême gauche : une figure avec qui sympathisent des larges secteurs de ceux d'en bas.

Ces progrès de notre parti se sont exprimés dans ce VIIème Congrès : plus de cent délégués de tout le pays (avec 300 assistants en plus), dans un climat d'énorme enthousiasme militant du fait de la dynamique de croissance de notre organisation, ont pris des résolutions qui visent à transformer notre parti dans l'un des plus forts de l'extrême gauche argentine.

D'abord, nous avons résolu qu'à partir de Septembre prochain nous sortirons une édition spéciale de notre presse hebdomadaire pour être présent une fois par mois dans les marchands de journaux du pays, de même que nous commencerons à sortir une double édition hebdomadaire : l'une en format papier et numérique, et l'autre seulement en numérique.

D'autre part, nous avons décidé de redoubler notre organisation parmi les travailleurs, notamment au niveau de l'industrie, mais aussi parmi les professeurs et instituteurs, les fonctionnaires et d'autres travailleurs du secteur public. Ceci en même temps que nous renforçons nos organisations nationales de jeunesse et du mouvement de femmes, le Ya Basta ! (Ça suffit !) et Las Rojas (Les Rouges).

Dans le même sens, nous avons voté la continuité de notre d'inscription électorale au niveau national avec l'objectif, en 2017, de nous présenter au moins dans la moitié des circonscriptions électorales.

Finalement, nous nous sommes fixés l'objectif de doubler le nombre de militants du parti, en même temps que nous avons voté une direction nationale dans laquelle s'exprimeront certains des meilleurs représentants de la nouvelle génération ouvrière qui émerge dans les luttes : dans la bagarre contre le patronat et contre les directions syndicales traditionnelles.

Conscients du fait que notre parti est aux portes d'un saut historique. Conscients, aussi, que les responsabilités de la gauche augmentent, le Nuevo MAS se prépare pour les grandes luttes à venir, pour les mener avec une perspective indépendante du gouvernement et de tout secteur bourgeois : pour une issue ouvrière et populaire, socialiste, pour notre pays.

Et pour transformer, dans le cadre de lutte, le Nuevo MAS dans l'une des organisations les plus fortes de l'extrême gauche de notre pays.



Ça suffit les attaques du gouvernement et des patrons ! Organisons une Rencontre Nationale de Lutte pour défendre les salaires et tous les droits!

Le gouvernement du Costa Rica, du Parti Action Citoyenne, mène un plan d'ajustement contre la classe ouvrière, avec notamment une réduction de salaires dans le secteur public et un approfondissement de la précarité dans le secteur privé, afin de faire face au déficit fiscal de l'Etat. Cela a donne lieu à une colère sociale croissante, qui s'est exprimé dans des importantes journées de grève le 26 et 27 Avril dernier. Le 26 autour de 80.000 personnes se sont mobilisés dans la capitale du pays, San José, des professeurs, des fonctionnaires, des étudiants, des paysans et d'autres secteurs en lutte, en opposition au plan d'austérité contre les salaires et avec des revendications concernant les mesures à prendre contre l'évasion fiscale. Le 28, plus de 80 blocages ont été réalisés dans tout le pays. Cela montre la disposition des bases des syndicats à se battre, à l'éncontre de leurs directions qui sont engouffrés dans le dialogue et la confiance avec le gouvernement actuel. Le NPS a mis tous ces efforts dans le succès de la grève, avec des campagnes de solidarité dans les universités, avec une intervention syndicale de nos camarades de Profes en Lucha (Instituteurs en Lutte) qui ont réussi à arracher à la direction de l'Association de Professeurs du Secondaire l'appel à la grève et à la manifestation. Le NPS continue a faire le pari d'une Rencontre Nationale de Lutte pour organiser la grève générale illimitée contre le plan d'ajustement du gouvernement, avec l'organisation dans le secteur public mais aussi en tissant des liens avec les travailleurs du secteur qui vivent sous une véritable dictature patronale sans droit à s'organiser syndicale ou politiquement. Nous réproduisons ci-dessous le tract distribué par les camarades du NPS dans les mobilisations du 26 et 27 Avril.

L'Association Nationale d'Educateurs (ANDE) et le Bloc Unitaire Syndical et le Social Costaricien (BUSSCO) ont appelé à une grève 48 heures pour s'opposer aux projets de loi qui attaquent les salaires du secteur public, qui continuent d'instaurer l'éducation dual et d'autres sujets concernant l'environnement.

Le Nuevo Partido Socialista (Nouveau Parti Socialiste – NPS) salue cette journée de lutte, que nous trouvons extrêmement progressive parce qu'elle installe dans la rue la voix de ceux d'en bas (les travailleurs et les travailleuses, les étudiants universitaires et de l'Institut National d'Apprentissage, les paysans et etc..) qui commencent à se mobiliser contre les attaques du gouvernement du Parti Action Citoyenne, des chambres patronales et ses partis dans l'Assemblée Législative.

Le « gouvernement du changement » a fini par être une administration très antisyndicale, de plus en plus alliée aux patrons et extrêmement répressive contre ceux qui luttent, en menaçant avec des réductions salariales les travailleurs publics qui font grève ou en réprimant avec la Police les luttes des paysans dans la zone du sud et d'autres régions. De plus il veut diminuer les salaires et instaurer plus d'impôts à la consommation, tandis



qu'il laisse intacts les grands capitalistes qui font des fortunes et qui pratiquement ne paient pas d'impôts (comme l'ont révélé les « Panama Papers »)

Par tout cela, nous insistons sur le fait que cette grève de deux jours est très progressive, mais il faut aller plus loin pour battre les attaques que le gouvernement du PAC mène. C'est le moment de pousser à la plus large unité de ceux d'en bas, en construisant un plan de lutte échelonnée avec des campagnes d'information, des journées de mobilisation et préparer une grève générale en défense des salaires et de tous les droits!

Le NPS, avec Profes en Lucha (Professeurs en Lutte, courant de l'Association des Professeurs du Secondaire) et le courant étudiant Ya basta ! (Ça suffit !), nous faisons la proposition d'organiser cette colère sociale à travers la réalisation d'une Rencontre Nationale de Lutte (ENL), afin d'unifier tous les secteurs qui sont prêts à s'organiser pour battre le plan d'attaques du gouvernement, les chambres patronales et ses partis.

Nous étendons cette proposition au BUSSCO et nous invitons ceux qui sont d'accord avec cette proposition à nous contacter, et à s'organiser dans le NPS, Profes en Lucha le Ya Basta !.

Le processus vers un référendum révocatoire commence

Par Ale Kur, le 28/04/2016

Au moment de la rédaction de cet article, l'opposition de droite vénézuélienne (nucléé dans la « Mesa de la unidad democrática » (Table de l'Unité Démocratique) et référencée dans Henrique Capriles) donne officiellement début à sa campagne de recueil de signatures pour le Référendum Révocatoire, après avoir reçu (enfin) le feu vert du Conseil National Électoral.

Le processus légal révocatoire comprend trois phases: dans la première, l'opposition doit obtenir 200 mille signatures (qui sont facilement réalisables) et dans la deuxième 4 millions. Cela ouvrirait la troisième phase: le Référendum lui-même, où presque 8 millions de votes sont nécessaires pour virer le gouvernement de Nicolas Maduro. De cette façon se terminerait de façon anticipée le mandat du président, élu pour la période 2013-2019 après la mort de Hugo Chávez.

L'ouverture de la procédure révocatoire conduit la brutale crise politique vénézuélienne à un niveau qualitativement supérieur, car **la lutte pour le pouvoir entre le gouvernement chaviste et l'opposition bourgeoise est ouverte**. En ce sens, le Venezuela rejoint le même chemin qui a commencé déjà à parcourir le Brésil avec l'approbation dans la Chambre des députés de l'impeachment à la présidente Dilma Rousseff.

Dans le cas vénézuélien, la crise politique recouvre déjà la forme d'une guerre ouverte entre les différents pouvoirs de l'État, depuis que le chavisme a perdu les élections législatives le 6 décembre 2015. De ces élections a surgi un Parlement dominé par la droite vénézuélienne, déterminée à virer Maduro, mais qui jusqu'à présent n'avait pas trouvé quel était le meilleur moyen de le faire.

Ces évolutions sont possibles, car depuis plusieurs mois se développe une baisse brutale de la popularité du gouvernement de Maduro. Les mêmes raisons qui ont fait perdre au chavisme les élections en décembre **ont grossi comme une boule de neige** tout au long de l'année en cours. Le fond n'est autre que



l'existence **d'une grave crise économique**, qui empire brutalement les conditions de vie des travailleurs et des masses populaires venezueliennes.

L'effondrement économique du soi-disant « socialisme du XXIème siècle »

Pour mieux comprendre tout ce que nous venons de dire, il faut partir de la réalité matérielle et concrète qui se vit au Venezuela ces jours-ci. Cela fait longtemps que l'économie vénézuélienne est en déclin su fait de la chute brutale des prix internationaux du pétrole (de loin la principale source de revenus dans le pays). Cela a exacerbé toutes les limites et les contradictions structurelles qui existaient dans l'économie, amenant au rouge le déficit budgétaire, poussant les tendances inflationnistes (l'inflation vénézuélienne est aujourd'hui **la plus grande du monde**), provoquant un brutal désapprovisionnement, etc.

À un moment qui était déjà extrêmement sensible, un nouveau facteur a été responsable de finalement plonger dans les profondeurs le niveau de vie des masses. Il s'agit d'une grave **sécheresse** qui a également des conséquences sur la production d'énergie locale (en grande partie hydroélectrique, c'est-à-dire dépendant du niveau des réservoirs d'eau). Le résultat de ceci est que, ces dernières semaines, se sont multipliés des **coupures de courant électriques** qui s'ajoutent aux **rayons des supermarchés vides**, aux **longues files d'attente** pour acheter les produits essentiels, aux **prix exorbitants**, à une **chute brusque dans le pouvoir d'achat**, à la hausse du **chômage**, etc.

La réponse du gouvernement de Maduro face à la crise de l'énergie a été de mettre en œuvre un plan national de **coupures programmées du courant électrique**. Une partie de celui-ci est la caricaturale mesure **d'enlever un jour à la semaine de travail** « pour réduire la consommation ». Dans une situation de récession économique brutale, avec une chute du Produit Intérieur Brut, cela signifie la confession que le système de production vénézuélien est absolument incapable de produire quoi que ce soit.

Ce que l'on vit au Venezuela est un **effondrement économique** en règle. Le chavisme reconnaît l'existence de cette situation mais donne une explication unilatérale et donc fausse : il attribue tout à la « guerre économique » lancée par la bourgeoise opposante dans le cadre d'un plan de déstabilisation.

Bien qu'il ne fait aucun doute que la bourgeoisie opposante utilise tous les moyens à sa disposition pour virer le gouvernement, ceci n'est qu'une **petite partie** du problème. Une explication plus profonde doit commencer par reconnaître les **énormes limites structurelles** de l'économie chaviste.

Une économie qui, depuis près de deux décennies, a profité des **revenus**

énormes du pétrole pour trois fins: 1) remplir les poches des patrons vénézuéliens (favorables ou non au gouvernement, du secteur publique ou privés), 2) financer des dépenses courantes (sans aucune perspective de développement économique réel) et 3) mettre en place des plans assistencialistes à grande échelle, qui a soulagé superficiellement les conditions de vie des couches les plus pauvres, mais pas pour transformer leur situation qualitativement.

Dans le premier aspect, le revenu du pétrole a été directement **dilapidé**: une grande partie a servi à financer un énorme mécanisme de **fuite des capitaux** qui n'a pas amélioré d'un centimètre l'appareil productif vénézuélien. Dans la deuxième et troisième aspect, il a juste servi pour « vivre au jour le jour », mais sans laisser une **accumulation** qui puisse développer le pays et améliorer le statut des masses exploitées et opprimées. En fait, ce schéma n'a même pas permis d'accumuler un minimum pour faire face à une conjoncture défavorable.

En bref, sous le gouvernement chaviste le Venezuela n'a pas avancé d'un millimètre dans le chemin d'une véritable industrialisation. Les coupures d'électricité actuelles illustrent un terrible paradoxe: **un pays qui ne produit presque que de l'énergie et qui n'est même pas en mesure de fournir de l'énergie à ses citoyens**. Au XXIe siècle, une variable purement climatique laisse au bord de l'abîme un pays qui prétend avoir une économie « socialiste », c'est-à-dire théoriquement supérieure au capitalisme.

A l'énorme **gaspillage** des revenus du pétrole et l'absence totale d'un processus de développement des forces productives, il faut ajouter le **parasitisme structurel** d'une couche de bureaucrates et capitalistes liés à l'Etat vénézuélien. Dans les rangs de cette couche parasite est la célèbre « boliburguesía » (« bourgeoisie bolivarienne »), des patrons et des officiers de l'armée chavistes qui font toutes sortes de business sur la base de la misère du peuple. L'histoire officielle chaviste a omis de mentionner que, s'il y a une « guerre économique », cette « boliburguesía » est l'un de ses protagonistes: ne pas dans le but de faire tomber le gouvernement, mais tout simplement de se remplir les poches avec les possibilités offertes par la politique économique du gouvernement (manœuvres avec le taux de change, les importations et les exportations, la spéculation avec des denrées alimentaires, etc.).

La crise sociale et l'offensive de la droite réactionnaire

Dans ces conditions, la **décomposition sociale** progresse. Les grands secteurs populaires vénézuéliennes tendent à s'atomiser dans une guerre de **tous contre tous**, où la pénurie amène à ce que tout le monde ne pense à assurer que sa survie individuelle.

Cela conduit à la fois au fait que les masses populaires ont tendance **à s'éloigner et même à rompre avec le chavisme.** Mais ils ne font pas ceci en suivant les éléments les plus avancés de la classe ouvrière, mais **en suivant les classes moyens réactionnaires et les partis politiques de droite (regroupés dans la MUD, la « Table de l'unité démocratique »).**

Dans ce sens, le Venezuela suit le même chemin que l'Argentine et le Brésil, où le « pendule politique » se penche vers la droite après l'échec des gouvernements « progressistes » ou de médiation. Des gouvernements qui, tout en restant profondément **bourgeois**, reflétaient de manière déformée les aspirations de la majorité populaire (comme un sous-produit de la vague de rébellions populaires qui avaient traversé le continent). Ils faisaient ceci non pas dans le but d'en finir avec le capitalisme et la domination impérialiste, mais au contraire: de pouvoir créer des conditions plus « équilibrées » pour le développement de l'exploitation capitaliste. Face à l'épuisement de ces expériences, la bourgeoisie se penche vers une **normalisation** des rapports de forces entre les classes, en supprimant des concessions et en appliquant un ajustement économique en règle.

Comme produit de ce **mouvement de pendule** de « l'opinion publique », en ce moment, l'offensive politique est entre les mains de **la droite**[1], qui, par le biais de la campagne du référendum révocatoire pourra sûrement mobiliser toutes ses forces et influencer des larges secteurs des masses, autant de la classe moyenne que des secteurs populaires. Pour sa part, le chavisme est complètement **paralysé**: il ne peut offrir aucune solution à la crise économique, sociale et politique brutale, car le modèle dans lequel il repose a atteint un **épuisement complet**.

La seule façon progressive de sortir le Venezuela de la situation dans laquelle il se trouve serait une **refondation** du pays dans les mains de **la classe ouvrière et les masses populaires**, qui en finisse avec tous les parasites capitalistes (de l'opposition et pro-gouvernementaux), concentre dans leurs mains la richesse nationale et l'utilise pour industrialiser le pays.

La seule issue à la situation actuelle, donc, implique l'irruption **indépendante** des travailleurs et des masses pauvres, qui **déborde** les bureaucraties chavistes et batte en brècheles manœuvres de la droite réactionnaire de Capriles, la MUD et compagnie. **Voici la perspective que les socialistes devons défendre**.



Notes

1 - Dans le cas du Venezuela, le « virage vers la droite » revête une gravité énorme car le chavisme était devenu le « phare » de la gauche réformiste latinoaméricaine. Les illusions dans l'idée que l'on pouvait arriver (sans une vraie révolution sociale) au « socialisme du XXIème siècle » -qui devait servir en même temps à revitaliser la Révolution Cubaine et déclencher un processus de transformation dans toute la région- ont été largement répandues dans des secteurs larges de l'avant-garde latino-américaine. Encore plus : une grande partie de la gauche européenne et nord-américaine a aussi vu dans le chavisme la possibilité de relancer la bataille pour le socialisme après la chute de l'URSS. L'effondrement catastrophique de l'expérience chaviste réaffirme l'importance de défendre une politique de classe indépendante face aux gouvernements « progressistes » bourgeois

La visite d'Obama à Cuba

Par Marcelo Yunes, le 06/04/2016

Même avec un visage sympathique, l'impérialisme sera toujours l'impérialisme...



Cette vérité élémentaire semble avoir été oublié par plein de monde, y compris par des secteurs de la gauche qui sympathisent avec les Castro. Parfois, les mêmes personnes qui se sont mobilisées en opposition à la présence d'Obama en Argentine ont regardé avec quelque indulgence la présence d'Obama à Cuba, **comme si la politique étrangère américaine était schizophrène**: furieusement pro Macri en Argentine et bienveillante avec les Castro dans l'île.

Il n'y a pas de telle incohérence, bien sûr, et encore moins de la part d'un dirigeant de la stature de Obama, qui n'a pas besoin des conseillers qui entouraient le semi-alphabète George W. Bush pour élaborer les politiques exigées par l'impérialisme yankee. Comme nous le verrons, il n'y a aucune contradiction entre d'une part dénoncer le blocus contre Cuba et de l'autre saluer Macri comme un champion des droits de l'homme: ce qu'il y a c'est une **stratégie régionale subtile et lucide de la part des États-Unis**, dont la réussite éventuelle et la continuité, bien entendu, restent à voir. La stratégie est, dit rapidement, **recomposer les liens avec l'Amérique Latine** après les désastres de George W. Bush, dont la tentative d'imposer des accords semicoloniales du type de l'ALCA dans la région n'a fait que pousser les gouvernements régionaux dans les bras de la Chine. Et **la politique envers Cuba est un élément essentiel de cette tentative de rapprochement**.

L'ami (Nord)américain veut revenir

La lucide tribune du capitalisme impérialiste mondial qu'est le magazine britannique *The Economist* a saisi clairement la nécessité de ce virage dans la politique états-unienne. Ainsi, il félicite Obama par son renouvelé intérêt pour l'Amérique latine, défend la levée de l'embargo à Cuba et, même, se déclare préoccupé par la possibilité que le résultat des élections aux Etats-Unis menace la continuité de la stratégie l'actuel Président états-unien, plus intelligente que celle de ses prédécesseurs.

« Dans les dernières années **les États-Unis et l'Amérique latine se sont en quelque sorte éloignés**. **Washington a d'autres préoccupations**, du Moyen Orient à l'Asie. Les pays d'Amérique latine ont profité de l'avidité de la Chine pour leurs minéraux, leurs carburants et leurs aliments. **Le cycle politique a amené au pouvoir un groupe de dirigeants anti-nord-américains qui ont vu dans la Chine une alternative attrayante par rapport rigueurs du FMI et aux leçons parfois hypocrites de Washington sur les drogues et les droits de l'homme**. Ceci mauvais pour les États-Unis. Bien qu'aucune région ne suscite **moins** d'attention de la part de la politique étrangère des Etats-Unis que l'Amérique latine, aucune région n'est plus importante pour la vie quotidienne des américains. (...) **L'ouverture vers Cuba peut aider à corriger cette distanciation**. Cela arrive **à un moment où la gauche de l'Amérique latine est en déclin**, en raison de la chute des prix des matières premières et de ses propres erreurs »("Cubama", The Economist, 19/03/16).

Pas besoin d'ajouter beaucoup de choses: voilà le cadre géopolitique et stratégique – adapté à la situation actuelle – des visites d'Obama à Cuba et à l'Argentine, et voilà la place qu'occupe la politique spécifique envers Cuba. Le rapprochement et le discours contre l'embargo (dont le fin, en revanche, ne dépend pas d'Obama, mais du Congrès états-unien, dominé par les républicains, alliés aux « gusanos » de Miami) ne peuvent être interprétés et compris que dans le cadre et à la lumière de ce dispositif régional dans son ensemble.

En ce sens, la fin de l'embargo, si finalement celle-ci arrive, sera certainement une **victoire démocratique** qui permettra d'atténuer une partie des difficultés des masses cubaines, mais qui, comme il a été averti maintes fois dans ces pages, **vient avec un piège.** [1] Et à ce stade, il est impératif de comprendre et de denoncer le contenu de ce piège, qui n'est rien d'autre que de donner au secteur le plus lucide et le moins stupide de l'impérialisme **un outil pour miner non seulement le régime castriste, mais aussi les conquêtes de la révolution cubaine** qui, bien que détériorées, restent encore.

Loin d'être un geste de "l'amitié" d'un président noir et « progressiste » (pour les peu exigeants paramètres états-uniens), **la fin du blocus vise à donner aux États-Unis un visage plus présentable** que celui des « gusanos » hystérique de Miami et ses porte-paroles républicains comme Marco Rubio et Ted Cruz. Pour paraphraser Lord Palmerston, l'impérialisme états-unien n'a ni des amis ni des ennemis permanents, il a des intérêts permanents. L'obstination du Parti Républicain concernant l'embargo ignore que ces besoins permanents de la bourgeoisie états-unienne doivent être exprimés différemment dans chaque moment historique. Et dans ce cas, ces besoins exigent de « se réconcilier» avec l'Amérique latine.

L'objective états-unien de miner le carác-tere independent de Cuba, avec son économie non-capitaliste, doit être recherchée non pas par la force brute, mais par **d'autres voies**. Pour cela « [Obama] fait le pari que **l'engagement** avec l'un des voisins des États-Unis **fera plus que l'isolement pour mettre fin à son régime communiste.** (...) Le pari d'Obama est correct.

L'embargo américain contre Cuba est un exemple d'inutilité. C'est un anachronisme de la Guerre Froide qui fait plus de mal aux cubains (et aux états-uniens) qu'aux Castro, qui l'utilisent pour justifier leur état policier et comme une excuse pour les inconvénients causés par le communisme à la population de l'île »(The Economist, cit.).

D'autre part, le caractère nocif de l'embargo pour les intérêts stratégiques de l'impérialisme états-unien (au moins, selon le point de vue de son aile la plus lucde sur le plan politique, le Parti Démocrate) ne se limite pas à Cuba: « l'embargo a été **une source d'irritation symbolique dans les relations entre les Etats-Unis et ses voisins**. Au cours des 20 dernières années, des politiciens latino-américain de toutes les tendences se sont opposés. Tous les pays de la région ont des relations diplomatiques et commerciales avec Cuba. **L'embargo a été pris comme un symbole de l'impérialisme américain**. Meme les politiciens conservateurs de l'Amérique Latine sont contre » (idem).

L'embargo, cet « anachronisme », ne remplit aujourd'hui aucune fonction économique et son rôle politique est pernicieux pour la politique continentale états-unienne, qui vise aujourd'hui à récupérer le terrain perdu face à l'avancée de la Chine dans la région.

Une course entre deux puissances avec Cuba comme prix

La toile de fond sur l'île est **l'incapacité croissante du « modèle » de l'économie bureaucratique**, même après le virage envers la petite propriété privée du VI Congrès du PCC (2011), **à assurer des normes minimales de qualité de vie** pour l'ensemble de la population. Comme nous l'avions craint à l'occasion du VI Congrès, **l'écart** entre les cubains qui restent dépendants de leurs salaires dans l'économie de l'État et ceux qui réussissent, par le biais de l'auto-emploi, la corruption, la prostitution, ou des petites magouilles, à accéder à des revenus en dollars à partir du lien avec le tourisme, **est de plus en plus prononcée et empoisonne lentement le climat social de l'île**. Cela ne pouvait en être autrement dans une économie où un chauffeur de taxi gagne dans le temps deux courses payées par des états-uniens le même montant de dollars qu'un employé de l'État en un mois. Il n'y a aucune « morale socialiste » qui puisse tenir face à cette inégalité beaucoup de temps. (3)

Sur la base de cette détérioration a lieu la concurrence entre les Etats-Unis et la Chine dans la course sur qui será le plus beneficié dans la transition, qui est considérée comme imminente, de Cuba vers un régime capitaliste. Les sympathies (et les liens précédents) de Raúl Castro sont clairement avec la Chine, mais le grand voisin est déterminé à ne pas rater l'occasion.

Ainsi, un mouvement d'un des concurrents est toujours suivi d'un autre de la part de son adversaire: « Dans les 15 mois qui se sont écoulés depuis que la Maison Blanche s'est lancé dans le rétablissement des relations diplomatiques avec Cuba, **la Chine a intensifié ses efforts pour obtenir un point d'appui dans le pays**. En décembre, les vols directs entre Pékin et la Havane ont commencé. Le commerce entre les deux pays a augmenté d'au moins 57 % en 2015, environ 1600 millions de dollars, selon Beijing, et la Chine dirige la construction de l'infrastructure de l'Internet à Cuba" (« Les États-Unis et la Chine se disputent le marché de Cuba », C. E. Lee et F. Schwartz, Wall Street Journal, 17/03/16).

De leur part, beaucoup d'entreprises états-uniennes sont intéressées pour participer à « l'ouverture économique » à Cuba. Et non seulement des agences de tourisme et chaînes hôtelières, comme c'était le cas jusqu'à alors et qui jouent un rôle très important, mais aussi des compagnies de téléphonie, du service postal (lié aux envois d'argent des émigrants) et beaucoup d'autres. Pour les États-Unis, « l'ouverture » économique et l'ouverture politique, bien qu'ils aient chacun leur propre rythme et leur spécificité, sont les **deux faces de la même stratégie**, comme l'explique un think tank impérialiste: « contrairement à d'autres endroits où Washington et Pékin se disputent l'influence, la Maison Blanche fait le pari que le **lien culturel** entre les États-Unis et Cuba non seulement aidera Washington dans sa rivalité **économique** avec Pékin , mais aussi dans la **bataille pour l'avenir politique de l'île**. 'Au fil du temps, les politiques du gouvernement d'Obama à Cuba pourraient rendre les investissements de la Chine en Amérique latine moins attrayants », affirme Jason Marczak, un expert sur la région de l'Atlantic Counsil. '**Avec l'ouverture envers Cuba nous avons ouvert le voile de l'imperialisme que beaucoup de fois nous a confondu,** et demontré que nous pouvons être vraiment des partenairesdu reste de la région', il affirme » (Wall Street Journal, cit)

Le « espoir Obama », le « pouvoir souple » et la bureaucratie des Castro

L'impact de la visite d'Obama sur l'île a été sans doute immense. C'était à la fois étrange et angoissante de voir les drapeaux des Etats-Unis dans les rues de la Havane, comme si de rien n'en était, et plus encore d'entendre les **commentaires naïvement optimistes des cubains**, que la presse a reflété plus que d'habitude. Il est clair que la présence d'un président états-unien –encore plus de **ce** Président, Obama - a généré un **niveau d'attente dans la population cubaine absolument impensable** dans les dernières décennies, peut-être même depuis la révolution de 1959.

Ces attentes étaient et sont toujours **confuses, mixtes et contradictoires** ; elles reflètent dans certains secteurs une sorte de fierté gagné le bras de fer contre la politique d'aile la plus belliqueuse de l'impérialisme états-unien, mais, dans le même temps, de manière très prononcée, l'espoir dans la perspective que ce soit un début de « l'ouverture » où se mélange l'économique et le politique.

« Obama à Cuba » est un fait qui pouvait être interprété de plusieurs façons : un soulagement du blocage, davantage de possibilités économiques via l'augmentation dans le tourisme et l'investissement, plus de facilités pour recevoir de l'argent et des visites de la diaspora cubaine à l'étranger (près d'un quart de la population), moins de répression et plus de liberté politique, un meilleur accès aux marchandises aujourd'hui inexistantes ou presque de luxe (d'une connexion Internet décente aux produits basiques comme du savon …)... Le caractère distinctif de cette longue liste, c'est que la quasi-totalité de ces lectures se faisaient **en clé positive**, tandis que presque personne, sauf quelques intellectuels cubains avec peu de diffusion, n'a souligné les **dangers** que cette ouverture parrainée par les États-Unis et la bureaucratie du Parti Communiste Cubain représente pour le destin de la révolution. [2]

Une chose est certaine : la politique Obama pour Cuba s'avère **plus patiente, plus subtile, plus perfide et plus réaliste** que la voie de la force brute prônée par les gusanos de Miami. Dans le même temps, **elle est potentiellement plus efficace**, ou en tout cas, pour les Etats-Unis, ça vaut le coup d'essayer un autre chemin après avoir essayé avec l'invasion (baie des cochons, 1961), l'assassinat des Castro (des dizaines de tentatives), le terrorisme (la CIA a fait sauter un vol de ligne avec des passagers civils), le blocus international... et l'embargo. Obama semble avoir compris la leçon de la chute des autres régimes staliniens, comme celui de l'Union soviétique et ceux de l'Europe de l'est : ce que la force militaire, le « pouvoir dur », n'a pas réussi à faire, a été réalisée **avec la combinaison de décomposition interne et de « pouvoir souple »** (l'influence culturelle, la tentation consumériste, etc..).

Si l'objectif est de liquider définitivement les conquêtes de la révolution et le Cuba comme pôle indépendant de l'impérialisme en Amérique latine, semble raisonner Obama, peut-être que plutôt que d'essayer de renverser les Castro, il serait plus utile de **parier sur une mutation de leur régime**, même contrôlé par la bureaucratie. Selon *The Economist*, « l'idée n'est

pas de faire que le Cuba devienne une démocratie d'un coup. **Comme le régime reste fort [*entrenched*], il est plus probable que le changement politique arrive progressivement et de l'intérieur** »(cit.).

C'est-à-dire, en quelque sorte le chemin parcouru par l'ex-Allemagne de l'est, seulement que le résultat politique serait, au lieu de l'effondrement du régime stalinien, **une conversion de la bureaucratie à l'administration d'un ordre déjà capitaliste**, avec des éléments forts de capitalisme d'État et des traits politiques autoritaires, tels que le Viet Nam et la Chine (les deux modèles le plus loués par Raúl Castro).

Un analyste de gauche spécialisée en Cuba est globalement d'accord avec ce diagnostic, avec une perspective critique, bien sûr, et il propose même un niveau de détail qui, bien que nous ne pouvons pas le confirmer, ne semble pas irréaliste: « La tournée de Barack Obama à Cuba complète celle du pape Bergoglio, qui a été certainement longuement discutée entre la diplomatie du Vatican, celle des Etats-Unis et au moins un secteur de la bureaucratie réformiste de Cuba, en cherchant **la façon la plus pacifique et moins traumatisante de favoriser une transition rapide et complète de Cuba vers l'intégration totale dans le capitalisme**. Avec la Chine trouvant des difficultés croissantes, le gouvernement du Venezuela sur la corde raide, le Brésil au bord de l'impeachment (...),Washington et le Vatican se préparent pour une période qu'ils considèrent très favorables et la bureaucratie (...) opte pour des solutions immédiates qui lui permettraient de **conserver le pouvoir**. Autrement dit, un accord avec Washington, une libéralisation du commerce rapide et complète qui améliore l'offre de marchandises et permette d'avoir un dollar unique indexé sur celui des Etats-Unis et, comme corollaire, une pantomime d'élections pluralistes où pourront se présenter les opposants « présentables » et peu nuisibles (social-chrétiens, social-démocrates, libéraux soutenus par l'Eglise). Francisco a préparé l'Eglise cubaine pour ce scénario et a rapproché la « tendance Obama » de l'impérialisme états-unien à la tendance nationaliste et pragmatique représentée par Raul Castro ». (G. Almeyra, "Obama: la gira del patrón", en http://www.rebelion.org, en espagnol).

À notre avis, la perspective de l'impérialisme états-unienne est plus audacieuse et vise un modèle politique moins « stalinisé »: « L'espoir est que, au fur et à mesure que Cuba devienne plus prospère et plus connectée, la **libéralisation politique** s'approfondisse. (…) Le contact entre les deux nations voisines et connectées par le biais du commerce, du tourisme et de la reconnexion des familles ne fera que **nourrir le désir du changement** »(*The Economist*, cit.). Comme on voit, avec plus ou moins de « libéralisme », le chemin est toujours la « voie souple ».

Bien entendu, la bureaucratie cubaine, qui sur le plan économique improvise sur la base de maintenir la voie vers l'orthodoxie pro capitaliste (cyniquement appelée « actualisation du socialisme »), **ne donne pas de signaux dans le sens de desserrer le contrôle politique**. À cet égard, un signe clair **est le secret absolu qui entoure le VIIème Congrès du PCC**, qui devrait avoir lieu en avril. Le VIème Congrès de 2011, qui a voté les « Lignes Directrices » économiques en vigueur aujourd'hui, avait été précédé d'au moins une mise en scène de discussion et le document central avait été largement diffusé. Comme le remarquer un critique de gauche du PCC, « la discussion des Lignes Directrices était loin d'être démocratique ou transparente, mais ces derniers phénomènes nous rendent « nostalgiques » de ces moments. (…) Le document qui semble clé pour le prochain Congrès pourrait être celui de la 'Conceptualisation du Modèle Economique et Social Cubain de Développement Socialiste'. (…) A cette occasion, non seulement la population cubaine, mais même les militants du PCC en général n'ont pas eu accès à ce document » (Rogelio M. Díaz Moreno, "El congreso misterioso", www.observatorio-criticocuba.org, en espagnol).

A tout cela il faut ajouter que, en 2018, Raúl Castro, aujourd'hui de 84 ans, pourrait laisser sa place au vice-président Miguel Diaz-Canel, presque 30 ans plus jeune... et fan des Rolling Stones. Si le concert gratuit des Rolling Stonesà la Havane, immédiatement après le départ d'Obama, représente une impulsion aux aspirations légitimes de bien-être et de liberté des masses cubaines, surtout des jeunes, ou bien encore un exercice impérialiste de « pouvoir souple », c'est quelque chose que seul les cubains eux-mêmes pourront répondre.



Notes

1 - Voir la déclaration de notre courant international Socialisme ou Barbarie "Cuba – Une victoire qui vient avec un piège", du 17-12-14 (http://www.socialismo-o-barbarie.org/?p=4039)

2 - De manière aussi tardive (avec Obama déjà de retour aux États-Unis, après son tour par l'Argentine) que surprenante, Fidel Castro lui-même a publié une chronique soi-disant critique sur la visite du président états-unien avec le titre pas très cohérent de « Le frère Obama » (en www.granma.cu, 27/03/16). Mais même si le **ton** est critique, le **contenu** est un ragoût de digressions dont la thèse centrale est qu'Obama aurait dû être plus autocritique avec le passée agressif des Etats-Unis et l'idée que « Cuba n'a besoin de cadeaux de l'impérialisme ». Les « cubanologues » (spécialistes en sémiologie du pouvoir, comme ce fut le cas des soviétologues et encore aujourd'hui des sinologues) sont encore en train d'essayer de déchiffrer s'il s'agit d'une manouevre tactique de Fidel, d'une fissure dans le PCC, d'un éloignement de son frère Raul… ou d'un symptôme de sénilité. Nous admettons notre ignorance, mais toute personne qui lit le texte ne pourra que remarquer une incohérence formelle plutôt alarmante.

Une première approche au Mexique

Par Federico Alemán, le 06/04/2016

Pour commencer à appliquer les décisions du dernier Congrès du Nouveau Parti Socialiste de Costa Rica, pour commencer la construction du courant Socialisme ou Barbarie au Mexique, nous avons y fait un premier voyage. Ce texte est une première réflexion sur la société mexicaine, sur les possibilités constructives de notre organisation - et de la gauche en général-, des réflexions et des annotations que, naturellement, nous devons continuer à approfondir et préciser pour avoir une compréhension rigoureuse et une construction politique dans la passionnante société mexicaine.



Une idée générale du Mexique actuel.

La première impression que la société mexicaine donne est celle d'un géant endormi. Toute la puissance, la richesse culturelle et politique de cette société, se trouve actuellement dans un de ses moments les plus complexes.

Quand notre voyage finissait, le Congrès mexicain, en première discussion, a voté faciliter l'instauration du régime d'exception dans tout le territoire fédéral, ainsi que le droit de réprimer y compris avec une violence létale les attaques contre « l'ordre » dans l'État du Mexique.

C'est comme si la nuit néolibérale ne s'est jamais finie au Mexique, comme si depuis les années quatre-vingt-dix tout aurait suivi un cours de soumission de plus en plus grande au capitalisme mondial -centralement au capitalisme étatsunien- et toutes ses implications sociales et politiques avaient des effets encore aujourd'hui : la désorganisation syndicale de la classe ouvrière, la fragmentation des alternatives socialistes et révolutionnaires en particulier, etc..

Il n'y a pas eu comparativement des gouvernements « progressistes » ou « socialistes du XXIe siècle » qui jouassent un rôle de contention contre le capitalisme néolibéral, ce qui montre comment le processus dans le pays est en retard par rapport à celui des autres pays en Amérique du Sud pendant la dernière décennie.

Les implications les plus profondes de cette implémentation radicale néolibérale ne sont pas seulement la violence dans des centres touristiques à cause de la présence du trafic de stupéfiants, qui existe aussi en Costa Rica, par exemple, mais avec la différence que le Mexique est beaucoup plus grand et par conséquent il y a plus de cas de violence. Il y a surtout la désorganisation qui semble régner à l'intérieur de la classe travailleuse mexicaine, à l'intérieur de l'activisme étudiant et à l'intérieur des organisations de gauche en général et révolutionnaires en particulier.

Aujourd'hui l'historique Syndicat Mexicain d'Électriciens (SME) ainsi que quelques restes de la grève étudiante de 1999, se trouvent dans une situation profondément défensive, par exemple. En ce qui concerne les organisations de gauche, elles semblent suivre d'une manière absolue l'orientation de l'EZLN, qui est utile à la bourgeoisie mexicaine… parce qu'il défend le renoncement de la politique, des problèmes globaux, laissant aux les affaires de l'ensemble. Ne pas se poser de prendre le pouvoir pour transformer le monde n'est pas seulement profondément utopique, mais cela condamne à l'isolement aux communautés qui se auto-organisent. Mener une politique révolutionnaire est une nécessité en face du capitalisme et de l'État bourgeois, tâche qui inclut la nécessite de profiter des brèches de l'actuel régime, toujours dans la perspective de se battre pour le pouvoir, d'une nouvelle révolution politique et sociale.

De toute façon, malgré cette erreur significative de l'EZLN, il ne s'agit pas d'être sectaire avec les communautés qu'il représente. Nous devons étudier en profondeur le sujet, mais nous pensons que la bataille pour l'autodétermination des communautés que le zapatisme représente doit faire partie de la lutte des ouvriers, de paysans et d'autres secteurs populaires pour la révolution socialiste. C'est à partir de cette position stratégique qu'il faut avoir une politique.

Il est certain, en revenant à la question du parti, que les sentiments « antiparti » ne sont pas seulement une caractéristique imposée à l'avant-garde par le neozapatisme. C'est vrai que tout le système de partis bourgeois mexicains est l'expression d'un système ouvertement immoral (peut-être mieux amoral) d'enrichissement illicite et de corruption. Le Parti vert écologique est la main droite du gouvernement, dans un pays où il y a des dizaines d'écologistes assassinés. Le PRD, qui joue le rôle de gauche du régime est responsable de la disparition des 43 d'Ayotzinapa. Le PRI a coopté depuis des décennies l'héritage de la dernière révolution mexicaine … Tout ce qui aide à discréditer l'idée même de parti.

Mais le Mexique n'est pas une société décomposée. C'est une société où les opprimés et les exploités sont sur la défensive … sur la défensive avec un héritage politique et culturel révolutionnaire duquel la société mexicaine semble assez consciente.

Des éléments de l'histoire mexicaine en clé révolutionnaire

Notre voyage au Mexique nous a éclaircit sur une figure que mérite respect, bien qu'il ait été un prêtre. Miguel Hidalgo y Costilla a été un authentique jacobin qui en 1810 a été à la tête de l'at-

taque à l'Alhondiga, il a commandé une armée populaire d'environ 20.000 hommes (une vraie armée de sans-culottes) qui a initié le processus d'indépendance mexicaine. Dans l'attaque les Espagnols ont été balayés de Guanajuato avec des méthodes jacobines. Telle est l'entrée du Mexique dans l'histoire des révolutions. Une entrée qui fait pâlir de frayeur et lâcheté à plus d'un petit « intellectuel » bourgeois ou politicien réformiste …

Après cette « entrée » dans l'histoire des révolutions modernes, le Mexique a eu encore deux révolutions, une au milieu du XIXe siècle, dirigé par Benito Juárez et dont le grand point est l'affrontement avec l'impérialisme français, et la plus fameuse, la révolution mexicaine de 1910, dirigée par Zapata et Villa.

En suivant la forme de toutes les révolutions précédentes du XXe siècle, toutes ces révolutions ont fini par consolider le pouvoir de la machine d'État bourgeois mexicain, même si elles ont donné de grandes conquêtes comme résultat. C'étaient des révolutions – l'entrée des masses dans la vie politique à travers de la mobilisation de rue- qui n'ont pas réussi à revendiquer d'une manière conséquente les intérêts historiques des opprimés et des exploités, d'où que toute cette énergie ait fini par être réabsorbée par la domination bourgeoise sur le Mexique.

La consolidation de l'État mexicain à partir du détournement, réabsorption ou « interruption » de l'expérience révolutionnaire, confirme d'une certaine manière la posture d'une dialectique entre une révolution et État, réalisée par Lénine dans la continuation de Marx : « toutes les révolutions antérieures ont perfectionné la machine de l'État, et ce qu'il faut est de la casser, de la détruire ».

Que la révolution de 1910 soit restée incomplète, qu'elle n'ait pas réussi à établir un État ouvrier (Russie), ou un état non capitaliste (Chine ou Cuba) rend compte d'une expérience qui n'a pas été réalisée dans la société mexicaine; il est finalement clair que elle n'a pas réussi à compléter la révolution bourgeoise, même si elle a été une révolution historique, immense qui a donné lieu à une série de conquêtes et qui a façonnée la société mexicaine jusqu'à aujourd'hui.

C'est pourquoi il est nécessaire d'adopter comme perspective historique la possibilité d'une quatrième révolution mexicaine. Il ne semble pas aujourd'hui qu'il y ait des conditions minimales pour cela; toute une accumulation politique immense est nécessaire, beaucoup de batailles politiques, etc.. Mais comme l'histoire ne s'arrêtepas, c'est en réalité une position cohérente d'assumer que dans l'avenir du XXIe siècle nous verrons les exploités et les opprimés mexicains se lancer dans la rue comme méthode pour faire irruption dans la politique.

Le Mexique d'aujourd'hui : une perspective

Au Mexique aujourd'hui il y a plus de 40.000.000 de salariés (des prolétaires sans aucune doute) qui sont le résultat de toute une histoire d'oppression, d'exploitation, de lutte révolutionnaire, contre-révolutionnaire, etc.. (voir sous-titre sur le développement inégal). C'est le résultat d'une histoire très complexe et surtout très « mouvementée ». La stabilité n'est pas un trait distinctif de la société mexicaine et c'est par cela que nous ne croyons pas que le modèle des années 90 va avoir une vie trop longue.

Nous ne parlons pas ici, loin de là, du saut de la non-organisation à la révolution. Ce triple saut mortel n'est pas à l'ordre du jour aujourd'hui pour la société mexicaine. Le prochain saut est celui de la non-organisation à la politisation et à l'organisation, qui redonderait probablement dans une radicalisation par la gauche des positions des mexicains exploités et opprimés. La naturalisation de l'état d'exploitation et d'oppression actuel ne va pas durer pour toujours et, encore plus, il semble qu'il a déjà commencé à se modifier, très lentement, très initialement c'est vrai.

Surtout ici, le problème est le géant prolétaire endormi. Pour une série de circonstances, la classe ouvrière n'a pas joué un rôle indépendant dans la révolution de 1910; même dans beaucoup de cas elle s'est opposée de façon réactionnaire à la paysannerie révolutionnaire qui était la base de la révolution. C'est la cause de l'idée dans beaucoup de secteurs d'avant-garde que la classe travailleuse ne serait pas appelée à être l'avant-garde stratégique du processus de la lutte.

De toute façon, la campagne d'Antonia Hinojos dont nous avons déjà analysé le contenu dans des articles précédents, ainsi que les candidatures indépendantes à l'Assemblée Constituante de l'État du Mexique (que nous n'abordons pas ici par manque d'espace) sont deux indicateurs, initiaux encore, de l'organisation pour-soi qui commence à faire la classe ouvrière mexicaine. Les mobilisations de masse pour les 43 d'Ayotzinapa (campagne qu'il faut soutenir) sont aussi un essai de cette réorganisation naissante.

L'instauration d'une tendance directement socialiste et révolutionnaire, non corporative ou simplement anticapitaliste, est la tâche que les militants de Socialisme ou Barbarie assumons face à l'actualité de la société mexicaine. Notre courant international essaie de réactualiser dans ce sens les traditions révolutionnaires de la société mexicaine. Nous essayons d'installer la discussion d'une nouvelle révolution mexicaine qui modifie l'actuel capitalisme mexicain dépendant ou semi colonial des États-Unis, dans la perspective de la révolution socialiste que commandée stratégiquement par les travailleurs, mette en place une alliance ouvrière et paysanne qui commence par assumer l'ensemble de tâches démocratiques et sociales à accomplir encore dans le pays. La perspective d'une transformation sociale pour le bénéfice de la majorité et qui précisément pour cela devra détruire l'actuel État mexicain.

Cela, naturellement, d'une manière stratégique, en même que nous accomplirons des tâches politiques initiales avec le objectif d'organiser, politiser et construire l'outil si nécessaire du parti révolutionnaire.



CAHIERS DE FORMATION

SOCIALISME OU BARBARIE

UN APPORT À LA RÉFLEXION AUTOUR DES GRANDS SUJETS HISTORIQUES, THÉORIQUES ET D'ACTUALITÉ

SOCIALISME OU BARBARIE
France

Cahier de formation N°5 - Prix: 1 € - Mai 2015
www.socialisme-ou-barbarie.org - soub.france@gmail.com

Questions de stratégie



Revendications, parti et pouvoir

SOCIALISME OU BARBARIE
France

Cahier de formation N°4 - Prix: 1 € - Mai 2015
www.socialisme-ou-barbarie.org - soub.france@gmail.com

En défense de l'abolitionnisme



Débat sur la traite et l'exploitation sexuelle

SOCIALISME OU BARBARIE
France

Cahier de formation N°2 - Prix: 1 € - Avril 2014
www.socialisme-ou-barbarie.org - soub.france@gmail.com

Lénine dans le XXIème siècle



Quelle actualité pour le « Que faire? » à notre époque ?

SOCIALISME OU BARBARIE
France

Cahier de formation N°1 - Prix: 1 € - Avril 2014
www.socialisme-ou-barbarie.org - soub.france@gmail.com

Les rébellions populaires dans le monde



Les tâches stratégiques de la gauche révolutionnaire

LISEZ TOUS NOS MATÉRIAUX SUR : WWW.SOCIALISME-OU-BARBARIE.ORG
CONTACTEZ NOUS : SOUB.FRANCE@GMAIL.COM